

**Marché en Conception / Réalisation pour la
RENOVATION ENERGETIQUE ET
LA RESTRUCTURATION DU BÂTIMENT C
DE LA CITE UNIVERSITAIRE DESCARTES A POITIERS**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
MARCHE DE TRAVAUX EN CONCEPTION REALISATION**

*(version phase candidature : des précisions pourront être apportées en phase offre
sur ce présent CCP et seront clairement identifiées)*

Marché n° 25007

**CROUS DE POITIERS
15 Rue Guillaume VII Le Troubadour
CS 80629
86022 POITIERS Cedex**

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché et intervenants	4
1.1. Préambule	4
1.2. Objet du marché.....	4
1.3. Intervenants	4
1.4. Décomposition du marché	4
1.5. Missions du groupement de Conception/Réalisation en phase 1 : Conception	7
1.6. Missions du groupement de Conception/Réalisation en phase 2 : Réalisation.....	10
1.7. Missions du groupement de Conception/Réalisation en phase 3 : Parfait achèvement	16
1.8. Droits du Maître d'ouvrage et du titulaire	16
1.9. Sous-traitance.....	18
Article 2 – Pièces constitutives du marché	18
2.1. Pièces particulières.....	18
2.2. Pièces générales	20
Article 3 - Prix et règlement	20
3.1. Répartition des paiements	20
3.2. Contenu du prix.....	20
3.3. Règlement des comptes.....	22
3.4. Augmentation de la masse des travaux	24
3.5. Variation dans les prix	24
3.6. Transmission et délai de paiement	26
3.7. Paiement des sous-traitants	27
3.8. Paiement du groupement d'opérateurs	28
Article 4 - Délai d'exécution des prestations – pénalités et primes	28
4.1. Ordre de service	28
4.2. Délai d'exécution des prestations.....	28
4.3. Prolongation des délais d'exécution concernant les travaux à réaliser – reconduction	29
4.4. Délais de remise de documents fournis après exécution	29
4.5. Pénalités	29
Article 5 – Garanties et financement	35
5.1. Retenue de garantie.....	35
5.2. Avance	35
Article 6 – Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits	36
6.1. Provenance des matériaux et produits.....	36
6.2. Mise à disposition de lieux d'emprunt.....	36
6.3. Caractéristiques, qualité, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	36
Article 7 – Préparation, coordination et exécution des travaux	38
7.1. Période de préparation – programme d'exécution des travaux – ordres de service.....	38
7.2. Panneau de chantier	39
7.3. Plans d'exécution – notes de calculs – études de détail.....	39
7.4. Mesures d'ordre sociales – application de la réglementation du travail.....	39
7.5. Organisation, sécurité et hygiène des chantiers	40
Article 8 – Contrôle et réception des travaux – garanties et assurances	43
8.1. Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux.....	43
8.2. Réception	43
8.3. Documents fournis après exécution	44
8.4. Délais de garantie.....	44
8.5. Garanties particulières	44
8.6. Assurances	45
8.7. Contrôle technique	48
Article 9 – Résiliation	48
9.1. Résiliation pendant la phase 1 études	49
9.2. Résiliation pendant la phase 2 Réalisation.....	50

9.3. Décompte de résiliation	51
9.4. Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire	51
Article 10 – Procédure contentieuse – arbitrages	51
Article 11 – DEROGATIONS	51

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ ET INTERVENANTS

1.1. Préambule

L'objet du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) est d'apporter, les précisions et dérogations nécessaires au bon déroulement de l'opération.

L'attention du titulaire du présent marché est attirée sur le fait que toutes les stipulations des Cahiers des Clauses Administratives Générales (CCAG Travaux et CCAG MOE – arrêté du 30 mars 2021) sont applicables, en ce qu'elles ne sont pas modifiées ou complétées par le Cahier des Clauses Particulières (CCP).

En conséquence, le groupement de Conception/Réalisation ne pourra se prévaloir de méconnaître les dispositions du CCAG Travaux, du CCAG MOE et du présent CCP.

1.2. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations suivantes :

Marché de travaux en Conception-Réalisation ayant pour objet la réhabilitation d'une cité universitaire à Poitiers ;

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

CROUS Poitiers

15 rue Guillaume VII le Troubadour

CS 80629

86 022 POITIERS CEDEX

1.3. Intervenants

1.3.1. Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

MP CONSEIL – AGENCE DU GRAND-EST

7a rue de Lisbonne

67300 SCHILTIGHEIM

représentée par Monsieur Jérôme Vollmar, Directeur Opérationnel

1.3.2. Contrôle Technique

En cours de désignation.

1.3.3. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs

En cours de désignation.

1.4. Décomposition du marché

1.4.1. Allotissement

Le présent marché est composé d'un lot unique.

1.4.2. Tranches

Conformément aux articles R.2113-4 à R.2113-6 du Code de la commande publique, le présent marché est un marché à tranches. L'affermissement de la tranche optionnelle peut être notifié à tout moment par ordre de service, sans continuité obligatoire avec la tranche ferme. Le marché de travaux est un marché à tranches et se compose d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle :

- **La tranche ferme** du marché a pour objet la conception de l'ensemble du projet et la réalisation ainsi que le suivi de l'exécution du chantier concernant le bâtiment Nord, comprenant l'ensemble des logements et locaux communs associés, et le volume central du bâtiment C de la Cité Universitaire Descartes à Poitiers.
- **La tranche optionnelle** du marché a pour objet la réalisation et le suivi de l'exécution du chantier du bâtiment Sud, comprenant l'ensemble des logements et locaux communs associés

1.4.3. Conditions d'affermissement différé de la tranche optionnelle

L'affermissement de la tranche optionnelle interviendra à la suite d'une décision expresse du Maître d'Ouvrage, notifiée au titulaire par ordre de service.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'affermir cette tranche **à une date ultérieure**, sans continuité nécessaire avec la tranche ferme. Cette décision d'affermissement pourra intervenir à tout moment au cours de la durée de validité du marché, sans qu'aucune indemnité d'attente ou de non-affermissement ne puisse être réclamée par le titulaire.

En cas d'affermissement différé, le titulaire sera tenu :

- d'actualiser, le cas échéant, les études et documents nécessaires à la bonne exécution des prestations de la tranche optionnelle,
- d'appliquer les dispositions relatives à la **révision des prix** telles que prévues au présent marché, les montants étant actualisés à la date d'émission de l'ordre de service d'affermissement,
- de se conformer au **nouveau calendrier d'exécution** notifié par le Maître d'Ouvrage, adapté en conséquence.

L'affermissement de la tranche optionnelle donnera lieu à la notification d'un ordre de service précisant le démarrage des prestations correspondantes. Le Maître d'Ouvrage conserve la faculté de **ne pas affermir la tranche optionnelle**, sans que cette décision puisse ouvrir droit à indemnité au profit du titulaire.

1.4.4. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée courant de sa notification jusqu'à l'une des deux dates suivantes :

- Si la tranche optionnelle n'est pas affermie : la date de fin du marché est la date de fin des marchés de travaux de la TF, y compris le délai de garantie de parfait achèvement des travaux de la TF.
- Si la tranche optionnelle est affermie : la date de fin du marché est la date de fin des marchés de travaux des 2 tranches, y compris le délai de garantie de parfait achèvement des travaux des 2 tranches.

Le présent marché prendra effet à la date de sa notification pour le temps nécessaire à la réalisation des prestations.

Sa durée prévisionnelle d'exécution est de :

- Tranche ferme (TF) **4 mois à compter du lancement de l'Ordre de Service des études** (hors période de parfait achèvement).
- Tranche ferme (TF) : **10 mois à compter du lancement de l'Ordre de Service des travaux** (hors période de parfait achèvement).
- Tranche optionnelle (TO) n°1 : **10 mois à compter du lancement de l'Ordre de Service des travaux de la tranche optionnelle n°1** (hors période de parfait achèvement).

A titre indicatif, les prestations d'études commenceront au mois de **mai 2026 pour la TF**

A titre indicatif, les prestations de travaux commenceront au mois de **septembre 2026 pour la TF**

A titre indicatif, les prestations de travaux commenceraient au mois de **septembre 2027 pour la TO**

1.4.5. Phases et intervenants

Le marché se décompose en 3 phases, comme suit :

		MOE	ENTREPRISE
TRANCHE FERME	Phase 1 : Conception (Bâtiment Nord/Central/Sud)		
	Prestation n°1 : Mise à jour de l'APS	F	P
	Prestation n°2 : Autorisations administratives	F	P
	Prestation n°3 : Avant-Projet Définitif	F	P
	Prestation n°4 : Projet	F	P
	Phase 2 : Réalisation (Bâtiment Nord/Central)		
	<u>Préparation du chantier :</u>		
	Prestation n°5 : EXE		F
	Prestation n°6 : SYNTHÈSE		F
	Prestation n°7 : VISA	F	
	<u>Travaux :</u>		
	Prestation n°8 : Construction, réhabilitation et aménagement		F
	<u>Suivi des travaux et réception :</u>		
	Prestation n°9 : DET / OPC	F	F
	Prestation n°10 : DOE	F	F
	Prestation n°11 : OPR / AOR	F (AOR)	F (OPR)
	Phase 3 : Parfait achèvement (Bâtiment Nord/Central/Sud)		
	Prestation n°12 : GPA	A	F

F : Fait / P : Participe / A : Assiste

		MOE	ENTREPRISE
TRANCHE OPTIONNELLE	Phase 2 : Réalisation (Bâtiment Sud)		
	<u>Préparation du chantier :</u>		
	Prestation n°5 : EXE		F
	Prestation n°6 : SYNTHÈSE		F
	Prestation n°7 : VISA	F	
	<u>Travaux :</u>		
	Prestation n°8 : Construction, réhabilitation et aménagement		F
	<u>Suivi des travaux et réception :</u>		
	Prestation n°9 : DET / OPC	F	F
	Prestation n°10 : DOE	F	F
	Prestation n°11 : OPR / AOR	F (AOR)	F (OPR)
	Phase 3 : Parfait achèvement (Bâtiment Sud)		
	Prestation n°12 : GPA	A	F

1.5. Missions du groupement de Conception/Réalisation en phase 1 : Conception

Conformément aux articles R.2171-2 à R.2171-5 du Code de la commande publique, le présent marché porte à la fois sur la conception et la réalisation de l'ouvrage.

1.5.1. Mise à jour de l'Avant-Projet Sommaire

Report dans les pièces graphiques et techniques de tout complément ou de toute précision formulée dans l'offre du groupement de Conception/Réalisation, lors de l'audition, en réponse aux précisions demandées avant l'attribution du marché ou demandée par le maître d'ouvrage.

Après mise à jour et avant dépôt des autorisations administratives, réunion de conception interne dans les locaux du CROUS pour présentation du projet aux différents interlocuteurs.

1.5.2. Autorisations administratives / PC

Le maître d'ouvrage attire l'attention sur le dépôt rapide du Permis de Construire. **Ce dépôt devra être effectué dès réception de la notification.**

Tous les sujets relatifs aux dépôts des autorisations administratives devront donc impérativement être intégrés à la mise à jour de l'APS (sécurité incendie, accessibilité, etc...).

Le groupement de Conception/Réalisation assistera le maître d'ouvrage dans ses relations avec les administrations avant et pendant toute la durée de l'instruction notamment lors des rencontres préventives des autorités compétentes.

Pour ce faire, la maîtrise d'œuvre aura à produire les pièces écrites et graphiques nécessaires et notamment :

- Plan masse ;
- Plan des niveaux, coupes et façades ;
- Notice architecturale ;
- Volet paysager ;
- Notice de sécurité ;
- Stationnement ;
- Notice d'accessibilité ;
- Attestations ;
- Etc.

1.5.3. Avant-Projet Définitif

1.5.3.1. Tâches à réaliser par le groupement de Conception/Réalisation

Les études d'APD consisteront notamment à :

- Vérifier la compatibilité de la solution proposée avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations ;
- Valider les terrains d'assiette de l'opération et la prise en compte des contraintes techniques associées ;
- Valider la compatibilité des diagnostics de toute nature fourni par le maître d'ouvrage pour l'exécution des travaux, et notamment amiante et plomb ;
- Réaliser, à charge du groupement de conception réalisation, tout diagnostic technique complémentaire nécessaire aux études d'avant-projet et de projet (études de sols, etc..) ;
- Préparer et/ou valider les procédures nécessaires de constat des ouvrages mitoyens à l'opération dont, le cas échéant, les procédures de « Référé préventif » ;
- Prendre en compte les contraintes liées aux ouvrages mitoyens ;
- Justifier les solutions techniques proposées ;
- Arrêter en plans, coupes et façades (plans à l'échelle 1/100 avec détails significatifs au 1/50°), les plans de principe de structure et leur pré-dimensionnement, tracés unifilaires de réseaux et terminaux à l'échelle 1/100 : chauffage,

ventilation, plomberie, électricité courant fort et faible, ainsi que le tracé de principes des réseaux extérieurs (1/100) ;

- Déterminer les surfaces détaillées de tous les éléments du programme ;
- Définir les matériaux et matériels à mettre en œuvre ;
- Etablir la notice descriptive détaillée des ouvrages (description des matériaux et matériels mis en œuvre) ;
- Produire les études thermiques ;
- Produire les simulations thermiques dynamiques (STD) ;
- Prendre en compte le cahier des charges de la collectivité relatif à l'assainissement, à la gestion des déchets (détermination de la surface des aires de présentation et de leur taille, etc.) ;
- Prendre en compte le cahier des charges NF Habitat ;
- Etablir le cas échéant les dossiers de subvention (dans leurs composantes techniques) et participer aux réunions de présentation demandées par le financeurs ou leurs services instructeurs ;
- Recadrer un calendrier prévisionnel de réalisation de la phase d'étude faisant apparaître notamment les dates de remise des divers éléments de mission ;
- Recadrer un calendrier prévisionnel de la phase travaux faisant apparaître notamment le phasage de l'opération et le délai du chantier ; le candidat indiquera les dispositions générales prévues pour la (ou les) date(s) de livraison intermédiaire(s) ;
- Décomposer l'estimation du coût prévisionnel des travaux, décomposés par corps d'état suivant la nomenclature produite à l'offre ;
- Etablir et actualiser le tableau des modifications apportées au projet consécutives à la mise au point y compris leur valorisation et la mention du fait générateur ;
- Etablir l'organigramme des personnes affectées à la phase travaux. (Les équipes de direction des travaux sont à intégrer au processus de définition des ouvrages de la phase avant-projet et de la phase projet. Leur présence pourra être requise à chaque réunion) ;
- Lever tous les avis défavorables du contrôleur technique ;
- Intégrer les remarques du CSPS ;
- Produire tout document (format papier ou format électronique tel que power point) pour présentation du projet aux partenaires du maître d'ouvrage et assister aux réunions de présentation (présence obligatoire du mandataire et de la composante de maîtrise d'œuvre) ;
- Etablir les dossiers et les consultations relevant de la compétence de la composante de maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention des autorisations administratives (notamment : notice architecturale, volet paysager, notice de sécurité, stationnement, notice accès PMR, attestations sismique...).

1.5.3.2. Pièces à remettre en fin de phase

Le groupement transmettra un dossier complet respectant l'ordre suivant :

- 1) La nomenclature des pièces remises ;
- 2) Le tableau des modifications apportées au projet consécutives à la mise au point y compris leur valorisation et la mention du fait générateur ;
- 3) Le terrain d'assiette de l'opération avec nomenclature des contraintes techniques associées (voiries publiques, branchements aux réseaux...) ;
- 4) Les plans, coupes et façades des ouvrages au 1/100^{ème} ;
- 5) les plans de principe d'aménagement des logements et des espaces communs ;
- 6) les tableaux de surfaces détaillés pour tous les éléments du programme ;
- 7) La notice descriptive des ouvrages suivant la nomenclature de l'offre ;
- 8) Les fiches "produit" (une page A4 par produit) définissant tous les matériaux et matériels mis en œuvre détaillant les caractéristiques des produits mis en œuvre (marque, référence, photo, performances) ;
- 9) Les études acoustiques (validant le respect de la réglementation) ;
- 10) Les études thermiques ;
- 11) La simulation thermique dynamique (STD)
- 12) La description des caractéristiques « qualité environnementale » du projet ;
- 13) Les dossiers et devis « concessionnaires » ;
- 14) L'étude des approvisionnements énergétiques conforme au décret n° 2007-363 du 19 mars 2007 afin de retenir l'énergie la mieux adaptée au projet ;

- 15) le calendrier prévisionnel de réalisation de la phase d'étude ;
- 16) le calendrier prévisionnel de la phase travaux avec la date de mise à disposition du logement témoin, la date de mise en service électrique, la date de mise en service chaufferie, la date des VRD et EV achevés, date de finitions des logements achevés, la date de finition des communs achevés la date des OPR, la date de réception;
- 17) La décomposition du prix des études et travaux suivant la nomenclature du marché ;
- 18) le planning financier de l'opération (plan de décaissement prévisionnel) ;
- 19) Les organigrammes.

1.5.4. Projet

1.5.4.1. Tâches à réaliser par le groupement de Conception/Réalisation

Les études de PRO consisteront en l'établissement des pièces suivantes :

- Un descriptif détaillé des ouvrages et les spécifications techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception. Ce descriptif inclut la définition de la nature et des caractéristiques des matériaux, les conditions de leur mise en œuvre (revêtements de sols, cloisonnements, portes et tous ouvrages de second œuvre, avec tous les détails significatifs de conception architecturale) ;
- Un descriptif détaillé des caractéristiques « qualités environnementales » du projet ;
- Un cahier définissant les limites de prestations entre les différents corps d'états ;
- Les notes de calcul (Structure, Fluides corps d'états techniques : chauffage, ventilation, plomberie, électricité, Second œuvre, VRD) ;
- Les « fiches produits » détaillant les caractéristiques des produits mis en œuvre (marque, référence, photo, performances,...) ;
- Les études de sols complémentaires ;
- Les études acoustiques (validant le respect de la réglementation) ;
- Les études thermiques ;
- La mise à jour des STD ;
- Les études d'éclairage (notamment études d'éclairement des appareils extérieurs) ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux décomposés par corps d'état ;
- Un quantitatif estimatif détaillé du prix (Bordereau de prix unitaires) pour chaque corps d'état ;
- Un justificatif détaillé des solutions techniques proposées ;
- La cohérence de toutes les dispositions avec l'avant-projet ainsi qu'avec les dispositions découlant, le cas échéant, d'autorisations administratives modificatives ;
- Les documents graphiques, plans, coupes et élévations extérieures et intérieures, calepinage (plans à l'échelle 1/50° avec détails significatifs à l'échelle 1/20° à 1/2°), les formes des différents éléments de la construction ;
- Les plans des VRD avec tracé sur plan masse des réseaux avec diamètres et niveaux ;
- La prise en compte du cahier des charges de la collectivité relatif à l'assainissement ;
- Les plans de fondations et ouvrages d'infrastructure, incluant axes, trames, joints de dilatation, terrassements généraux, tracés des canalisations enterrées avec principaux diamètres, dimensionnement et niveaux du 1/100 au 1/50 des fondations superficielles et profondes (ouvrages principaux) ;
- Les plans de structure, incluant axes, trames, joints de dilatation, plans des différents niveaux du 1/100 au 1/50 avec positionnement, dimensionnement principaux ;
- Les plans de chauffage, climatisation et plomberie sanitaire, intégrant schémas généraux, bilan de puissance, tracés unifilaires des principaux réseaux et implantation des terminaux au 1/100 ;
- Les plans d'électricité incluant schémas généraux de distribution, bilan de puissances, implantation des principaux tableaux et appareillages au 1/100 ;
- En tant que besoins, coupes de coordination spatiale pour l'implantation des réseaux de fluides ;
- Les plans de toutes les gaines techniques avec implantation des canalisations (1/20ème) ;
- Les éléments relatifs à l'entretien maintenance de chaque équipement mis en œuvre permettant de valider notamment les coûts d'entretien ;
- Les plans des dispositions générales de sécurité ;
- Les plans d'installations et d'accès de chantier ;
- Les projets de panneaux de chantier et l'installation des panneaux sur site ;
- La levée tous les avis défavorables du contrôleur technique ;
- L'intégration des remarques du CSPS ;

- Tous les diagnostics nécessaires à la réalisation et travaux et notamment les DAT ;
- Toute réunion de présentation aux partenaires du maître d'ouvrage ;
- Tout document (format papier ou format électronique tel que power point) pour présentation du projet aux partenaires du maître d'ouvrage et assister aux réunions de présentation (présence obligatoire du mandataire et de la composante de maîtrise d'œuvre) ;
- Le tableau des modifications apportées au projet consécutives à la mise au point y compris leur valorisation et la mention du fait générateur.

1.5.4.2. Pièces à remettre en fin de phase

- 1) La nomenclature des pièces remises ;
- 2) Le tableau des modifications apportées au projet consécutives à la mise au point y compris leur valorisation et la mention du fait générateur ;
- 3) les tableaux de surfaces détaillés pour tous les éléments du programme ;
- 4) Le cahier des clauses techniques particulière pour la réalisation des ouvrages dont leurs spécifications techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception ;
- 5) Les plans au 1/50^{ème} ;
- 6) Les plans et coupes des ouvrages en façade au 1/50^{ème} et détails au 1/20^{ème} ;
- 7) Les plans de VRD au 1/100^{ème} ;
- 8) Les plans de structure au 1/100^{ème} ;
- 9) Les plans techniques au 1/100^{ème}, plans de chauffage, ventilation et plomberie sanitaire, intégrant schémas généraux, bilan de puissance, tracés unifilaires des principaux réseaux et implantation des terminaux ;
- 10) Plans d'électricité incluant schémas généraux de distribution, bilan de puissances, implantation des principaux tableaux et appareillages au 1/100^{ème} ;
- 11) En tant que de besoins, coupes de coordination spatiale pour l'implantation des réseaux de fluides ;
- 12) Plans des gaines techniques avec implantation des canalisations 1/20^{ème} ;
- 13) Les notes de calcul (Structure, Fluides, chauffage, ventilation, plomberie, électricité, Second œuvre, VRD) ;
- 14) Les « fiches produits » sur une page A4 détaillant les caractéristiques de tous les produits mis en œuvre (marque, référence, photo, performances) ;
- 15) Les études FLJ (facteur lumière jour) ;
- 16) Les études acoustiques ;
- 17) Les études thermiques ;
- 18) Les caractéristiques « qualités environnementales » du projet ;
- 19) Le quantitatif estimatif détaillé du prix par ouvrage et élément d'ouvrage pour chaque corps d'état ;
- 20) Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux décomposés par corps d'état ;
- 21) Plans des dispositions générales de sécurité ;
- 22) Plans d'installations et d'accès de chantier ;
- 23) Les plans des panneaux de chantier ;
- 24) Le livret d'informations pour les usagers et gestionnaires.

1.6. Missions du groupement de Conception/Réalisation en phase 2 : Réalisation

1.6.1. Etudes d'EXE

Les études d'exécution pour l'ensemble des corps d'états, fondées sur le projet approuvé par le maître d'ouvrage, permettent la réalisation de l'ouvrage ; elles ont notamment pour objet pour l'ensemble de l'ouvrage :

- L'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier, en cohérence avec les plans de synthèse correspondants, et définissant les travaux dans tous leurs détails ;
- Le bilan des consommations en énergie de chaque logement ;
- L'actualisation du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par corps d'état ;
- Plans de repérage et calepinage des ouvrages de second œuvre (menuiseries, faux plafonds, revêtements de sols,...) ;
- Coupes et détails de second œuvre à grande échelle avec définitions des interfaces entre composants et corps d'état ;
- Tous documents nécessaires à la réalisation des ouvrages et à la validation des conditions de leur mise en œuvre par le bureau de contrôle et notamment :

- Infrastructure, fondations et structure :
 - ↳ Plans de fondations et ouvrages d'infrastructure, incluant les terrassements particuliers, les tracés de toutes les canalisations enterrées avec tous diamètres, les dimensionnements et niveaux au 1/50 des fondations superficielles et profondes ;
 - ↳ Plans de ferrailage au 1/50 avec nature des aciers, sections d'armatures et implantation générale ;
 - ↳ Plans de structure béton armé incluant les plans des différents niveaux au 1/50 avec cotation, dimensionnement, implantation des trémies, report des réservations définies par les entreprises et visées par la cellule de synthèse ;
 - ↳ Plans des maçonneries porteuses, nature, positionnement au 1/50 ;
 - ↳ Plans des ouvrages de structure métallique incluant lignes d'épure, cotation, nature des profilés, détails de principe des assemblages, des scellements et appuis ;
 - ↳ Plans des ouvrages de structure bois incluant lignes d'épure, cotation, nature des essences et de leurs protections insecticide et fongicide, détails de principe des assemblages, des scellements et appuis ;
- Chauffage, ventilation, climatisation, plomberie :
 - ↳ Plans au 1/50 intégrant les tracés verticaux et horizontaux des réseaux et gaines (bifilaires) avec indication des diamètres, sections et niveaux, l'implantation des terminaux et principaux accessoires ;
 - ↳ Les détails de principe d'équipement des locaux techniques ;
 - ↳ Les détails de principe d'équipement des sanitaires ;
 - ↳ Les coupes et détails nécessaires ;
 - ↳ Les plans au 1/20ème des gaines en logements (VMC, canalisations EU EV, canalisation eau potable...)
- Électricité courants forts et faibles :
 - ↳ Plans au 1/50 d'implantation des tableaux d'abonnés et appareillages et des traces de parcours de canalisations ;
 - ↳ Plan des réseaux et points de livraison des courants faibles ;
- VRD :
 - ↳ Plans de VRD avec tracé sur plan masse de tous les réseaux (y compris les réseaux concessionnaires) avec diamètres, niveaux, fils d'eau, position et dimension de tous regards et raccordements aux réseaux extérieurs ;
 - ↳ Profils en long et coupes en travers des voiries.

1.6.2. Synthèse

La réalisation des études de synthèse a pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet et se traduit par des plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations.

Y sont notamment produits :

- L'examen de la conformité des plans et documents d'exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par les concepteurs ;
- L'établissement d'une fiche récapitulative d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution ;
- L'examen et approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans les pièces du marché et aux documents d'études validés ;
- Les arbitrages techniques et architecturaux relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées ;
- Le contrôle de cohérence des plans émis par chaque membre de l'équipe de conception/réalisation.

1.6.3. Travaux

- Exécution des travaux de construction et de restructuration ;
- Fourniture, pose et entretien des panneaux de chantier pour chaque tranche de travaux, panneaux réglementaires et panneaux spécifiques du maître d'ouvrage ;
- Exécution des travaux de tranchée commune et des travaux de raccordement aux différents concessionnaires ;
- Exécution et contrôle de la conformité des travaux aux prescriptions des différents concessionnaires (éclairage public, tous fluides, etc...) ;
- Exécution et contrôles nécessaires à l'obtention des labellisations et certifications visées le cas échéant (test étanchéité à l'air, test d'étanchéité des réseaux aérauliques, etc.).

1.6.4. Direction de l'Exécution des contrats de Travaux

La direction de l'exécution des travaux a pour objet notamment de :

- Organiser et diriger les réunions de chantier (par la composante de maîtrise d'œuvre) ;
- Organiser et diriger les réunions concessionnaires ;
- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation sont en conformité avec le permis de construire ;
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du contrat, sont conformes au dit contrat et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art ;
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du contrat, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- Assurer l'interface avec l'opérateur économique qui réalisera les branchements, planifier avec lui ses interventions et le solliciter selon le planning de construction ;
- Etablir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du contrat ainsi que procéder aux constats contradictoires ;
- Informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables.

Les tâches à effectuer :

- Organisation du chantier ;
- Direction du suivi du chantier ;
- Établissement et diffusion des comptes rendus de réunion hebdomadaire de chantier ;
- Établissement et diffusion des comptes rendus de toute autre réunion ;
- État d'avancement général des travaux à partir du planning général (deux mises à jour mensuelles) ;
- Information mensuelle du maître d'ouvrage : avancement, dépenses et évolutions notables ;
- Contrôle de la conformité de la réalisation aux autorisations administratives par la composante de maîtrise d'œuvre du groupement de conception réalisation ;
- Contrôle de la conformité de la réalisation aux projets approuvés par le maître d'ouvrage par la composante de maîtrise d'œuvre du groupement de conception/réalisation ;
- Examen des documents complémentaires à produire par les membres du groupement de conception/réalisation ;
- Synthèse des choix des matériaux, échantillons ou coloris à valider par le maître d'ouvrage ;
- Reportage photographique chaque mois sur l'ensemble de l'opération et pour chaque événement important ;
- Gestion financière :
 - Établissement des décomptes mensuels et leur validation par la composante de maîtrise d'œuvre ;
 - Établissement des décomptes finaux et leur validation par la composante de maîtrise d'œuvre ;
 - Établissement des devis de travaux modificatifs ;
 - Établissement du décompte général.

1.6.5. Ordonnancement, Pilotage et Coordination

Le mandataire du groupement conjoint de Conception/Réalisation est chargé du pilotage et de la coordination des différentes interventions et intervenants du projet.

L'intervention de pilotage consiste en la préparation et le suivi de la planification des études et du chantier.

L'OPC devra être assuré par une personne distincte de celle chargée du suivi de chantier.

Cette exigence vise à garantir la neutralité et la disponibilité de l'OPC, ainsi qu'une coordination efficace et indépendante du suivi opérationnel quotidien. Le groupement précisera dans son offre l'identité, la fonction et les références de la personne en charge de la mission OPC.

A ce titre, l'OPC effectuera, entre autres les tâches suivantes :

En phase conception :

- Elaboration de l'organigramme des divers intervenants ;
- Elaboration d'un processus de diffusion des documents ;
- Elaboration du processus de circulation des informations ;
- Inventaire des diverses contraintes techniques et administratives pour la réalisation de l'opération ;
- Elaboration du calendrier des études des ouvrages extérieurs liés au projet (aménagement, concessionnaires, espaces verts, divers.....).
- Identifier les travaux énergétiques et des travaux d'accessibilité conformément à l'article 1.6.8. du présent CCP

En phase réalisation :

- Mise au point en ce qui concerne :
 - La gestion des clefs durant le chantier, et pour la réception ;
 - La gestion du nettoyage, de l'évacuation des gravats ;
 - La gestion des divers repères (trait de niveau, implantations) ;
 - L'établissement du calendrier des études d'exécution ;
 - La préparation, organisation et animation des réunions de coordination "études" ;
 - Le suivi du calendrier des études, relances ;
 - L'édition et la diffusion des comptes rendus correspondants ;
- Tenue à jour de la nomenclature et du dossier des plans "bons pour exécution" ;
- Planification des travaux par entité de projet ;
- Elaboration d'un calendrier des travaux de préparation de chantier en attente du calendrier général ;
- Analyse des dispositions et moyens en hommes, matériels et la mise en place des correctifs éventuels ;
- Elaboration du calendrier pour les ouvrages témoins ;
- Examen particulier des préfabrications et des approvisionnements difficiles pouvant avoir une incidence sur le planning ;
- Elaboration du planning des commandes des matériaux et produits, des approvisionnements pour le chantier en respect du planning général d'avancement des travaux ;
- Définition des tâches antécédentes obligées ;
- Elaboration du calendrier général, tenant compte notamment des intempéries prévisibles, des congés, des dates de réception intermédiaires, du préchauffage éventuel, et de la libération des abords. Ce planning devra être établi dans un délai de 2 semaines après notification de l'ordre de service relatif à la phase 2 : Réalisation ;
- Coordination et mise au point des limites de prestations entre le BATIMENT et les VRD avec les administrations, les concessionnaires et les entreprises avec élaboration du calendrier des travaux des ouvrages extérieurs liés au projet ;
- Mise en place d'un calendrier décisionnel échantillons avec des réunions de présentation de tous les échantillons, des matériaux et produits avec sa mise à jour pendant la durée du chantier. Ce planning indiquera également la réalisation des locaux témoins ;
- Etude, la mise au point et la diffusion de l'organisation générale du chantier qui comprendra :
 - Les clôtures ;
 - Les locaux de chantier ;
 - Le stockage du matériel et des produits ;
- Etablissement du plan d'organisation de chantier ;
- Mise au point et diffusion des procédures administratives à mettre en place avec les autres intervenants ;
- Définition des responsabilités respectives comprenant la diffusion des informations et circulation des documents ;
- Procéder aux contrôles et mise à jour des plannings généraux comportant :
 - Les prévisions des écarts éventuels ;
 - L'enregistrement de ces écarts et informations aux différents interlocuteurs ;
 - Les propositions de mesures immédiates de rattrapage ;
 - Le recalage du planning en accord avec le maître de l'ouvrage ;
- Participer aux rendez-vous de chantier ;
- Veiller à l'application des schémas définissant les circuits de diffusion des documents d'étude pour accord et diffusion. Il informera de l'approbation des plans d'exécution et du respect du planning de leur présentation ;
- Assurer le suivi et la planification des approvisionnements des entreprises auprès des fournisseurs ;

- Assurer l'établissement, au fur et à mesure de l'avancement du chantier, d'un planning des essais, des contrôles, des visites de fin de phase (par exemple état des surfaces pour les sols, bon à peindre pour les parois, etc.) et des pré-réceptions ;
- Veiller à l'établissement et la transmission au bureau de contrôle de toute demande de contrôle et vérification avec mise en vigueur des observations de ce dernier. Il demandera au maître d'œuvre les solutions qui ont été apportées pour régler les problèmes soulevés par le bureau de contrôle ;
- Procéder à la coordination des travaux des ouvrages extérieurs liés au projet ;
- Veiller à la propreté du chantier et au nettoyage des abords ;
- Vérifier la transmission des plans d'exécution qui doivent être fournis au fur et à mesure de l'avancement du chantier ;
- Procéder au reportage photographique de tous les ouvrages enterrés ;
- Planifier les essais à réaliser préalablement à la réception (essais COPREC) ;
- S'assurer du suivi des démarches administratives auprès des sociétés concessionnaires (Certificat Consuel, Certificats QUALIGAZ, Réception des colonnes montantes, etc.).
- Suivi distinct des travaux énergétiques et des travaux d'accessibilité conformément à l'article 1.6.8. du présent CCP

En phase réception :

Chaque opération préalable à la réception fera l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le représentant de la composante de maîtrise d'œuvre et signé par lui et le mandataire du groupement de Conception/Réalisation.

Le représentant de la composante de maîtrise d'œuvre procédera à :

- L'organisation et à l'animation des équipes de finition ;
- L'organisation des opérations de réception ;
- La planification et animation des travaux de levées de réserves ;
- Au suivi de la levée des réserves lors des réunions de chantier qui s'effectueront jusqu'à la terminaison complète des travaux, au minimum une fois par semaine ;
- Au suivi de la réalisation des travaux de parachèvement qui seront signalés par le maître d'ouvrage.

En fin de la mission de pilotage :

La mission de pilotage sera achevée après établissement par le maître d'ouvrage du Constat de Parfait Achèvement SANS OBSERVATION à la fin de la période de parfait achèvement.

1.6.6. Assistance aux Opérations de Réception

Au cours des opérations préalables à la réception, les tâches du groupement comportent :

- Établissement par corps d'état de la liste des réserves ;
- Organisation des réunions de contrôle de conformité. Communication 15 jours avant la date retenue par le représentant du maître d'ouvrage pour les Opérations Préalables à la Réception des avis favorables formulées pour chaque concessionnaire et le maître d'ouvrage sur les installations et travaux réalisés (électricité, gaz, eau potable, téléphonie, fibre optique, assainissement eau potable, assainissement EU/EV, voiries destinées à être rétrocédées, ...)
- Réalisation d'un relevé thermographique pour chaque bâtiment et réalisations des tests nécessaires à l'obtention de labellisation ;
- Levée des réserves ;
- Contrôle des levées de réserves ;
- Validation des performances des installations ;
- Fourniture de l'ensemble des certificats nécessaires à la mise en service des logements (consuel, essais Coprec, qualigaz,...) ;
- Etablissement du livret gestes verts et du livret gestionnaire ;
- Fourniture des étiquettes de qualité environnementale et de performance énergétique des bâtiments ;
- Demande au maître d'ouvrage de prononcer la réception ;
- Constitution du dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir du dossier projet, des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur ainsi que des prescriptions de maintenance des

fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre. Il comporte deux sous dossiers comportant chacun une nomenclature des pièces qu'il comporte :

- Le premier remis lors de la demande de réception, comportera les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages.
Pour chaque installation technique de chaque corps d'état notice d'exploitation comportant les chapitres suivants :
 - ↳ Descriptif de l'installation ;
 - ↳ Principe de fonctionnement ;
 - ↳ Instructions d'exploitation ;
 - ↳ Synoptique de l'installation ;
 - ↳ Notice d'entretien comportant toutes les instructions pour l'entretien des équipements ;
 - ↳ Notes de calculs ;
 - ↳ Tous les plans conformes à l'exécution.
- Le deuxième remis dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des travaux par le maître d'ouvrage, comportera le bilan de chantier, les plans et autres documents conformes à l'exécution en particulier les fiches produits et fournisseurs comprenant notamment pour chaque matériel :
 - ↳ Documentation technique ;
 - ↳ Avis technique ;
 - ↳ PV résistance au feu ;
 - ↳ Rapport de mise en route ;
 - ↳ Fiches d'auto contrôles.

1.6.7. Exigences relatives à la qualification RGE et à la performance énergétique

Le présent marché comporte des prestations de réhabilitation thermique, d'amélioration de la performance énergétique et de production d'énergie renouvelable.

Afin de garantir l'éligibilité du projet aux dispositifs d'aides publiques à la rénovation énergétique, notamment à la valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE), les dispositions suivantes s'appliquent :

- La qualification RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) est obligatoire pour tous les lots concernés par des travaux thermiques, de chauffage, de ventilation mécanique contrôlée (VMC) ou d'eau chaude sanitaire ;
- La qualification RGE devra être valide à la date de la signature de l'Ordre de Service prescrivant le démarrage des travaux. Cette exigence s'applique également à l'ensemble des sous-traitants réalisant tout ou partie des travaux précités.
- Les attestations RGE devront être transmises au maître d'ouvrage avant le démarrage des interventions correspondantes ;
- Le bureau d'études techniques chargé des audits ou études énergétiques devra être titulaire d'une qualification RGE Études.
- Le groupement s'engage à fournir, sur demande du maître d'ouvrage, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires à la valorisation des CEE (attestations RGE, fiches standardisées, preuves de réalisation, etc.).

1.6.8. Distinction des travaux énergétiques et des travaux d'accessibilité

- L'opération comporte deux grandes catégories de travaux :
 - Les **travaux de réhabilitation énergétique**, incluant notamment les interventions sur l'enveloppe, les menuiseries, les équipements de chauffage, de ventilation, de production d'eau chaude sanitaire et de régulation ;
 - Les **travaux d'accessibilité et d'adaptation**, comprenant les aménagements visant la mise en conformité PMR et l'amélioration de l'usage des espaces pour tous les publics.

Afin de permettre un suivi administratif et financier distinct de ces deux volets, le groupement devra :

- identifier clairement dans ses documents de conception, d'estimation et d'exécution (plans, quantitatifs, DPGF, situations de travaux, décomptes) la part des travaux relevant de la réhabilitation énergétique et celle relevant de l'accessibilité ;

- maintenir cette distinction tout au long du projet, depuis la conception jusqu'à la réception, afin de faciliter la gestion des financements spécifiques (aides à la performance énergétique, subventions liées à l'accessibilité, etc.) ;
- fournir, sur demande du maître d'ouvrage, toute donnée ou synthèse permettant de suivre la répartition entre ces deux natures de travaux.

L'OPC aura pour mission, dans le cadre de son suivi de coordination et de planification, de :

- vérifier la correcte distinction des travaux énergétiques et des travaux d'accessibilité dans les documents de suivi et les situations mensuelles,
- alerter le maître d'ouvrage en cas de non-conformité ou de mélange des catégories.

1.7. Missions du groupement de Conception/Réalisation en phase 3 : Parfait achèvement

Garantie de Parfait Achèvement

Pendant la durée de la garantie de parfait achèvement, le groupement de conception/réalisation assurera l'ensemble des prestations nécessaires à la mise en œuvre des mesures assurant le parfait achèvement de l'ouvrage.

Le maître d'œuvre du groupement assiste le mandataire pendant la période de garantie de parfait achèvement, notamment lors des constats et visites périodiques (M+1, M+6, M+11).

Il apporte son expertise architecturale et technique afin de garantir la cohérence des reprises avec le projet validé par la maîtrise d'ouvrage.

Sa mission consiste à émettre un avis sur les solutions de correction proposées, contrôler visuellement la qualité des finitions et valider la conformité architecturale des interventions.

Ces interventions s'effectuent sans transfert de responsabilité d'exécution, celle-ci demeurant intégralement à la charge du titulaire du marché de conception-réalisation.

Le groupement produira, à l'issue de la période de parfait achèvement une évaluation des performances énergétiques du bâtiment mis en service. Un bilan sur les performances par rapport aux objectifs et aux performances d'exploitation assignées initialement dans le programme sera produit. Une vérification des coûts économiques induits par l'entretien, la maintenance et l'exploitation après deux années d'exploitation sera effectuée. Un rapport sera produit sur l'évolution des consommations énergétiques avec une périodicité trimestrielle des relevés. Le rapport sera fourni au plus tard deux mois après la date de fin de la période de parfait achèvement.

Il organisera et assurera les visites de parfait achèvement. Le mandataire du groupement sera accompagné par le maître d'œuvre et il établira une liste des travaux à reprendre dans les logements visités. Celui-ci mettra tous les moyens en œuvre pour lever tout dysfonctionnement ou désordre constaté.

1.8. Droits du Maître d'ouvrage et du titulaire

1.8.1. Droits du Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage peut exercer librement son droit d'utilisation et de reproduction des documents, objets, matériels ou constructions conformes au prototype, dessins ou des éléments de ces prototypes ou dessins sans consultation préalable du titulaire. Sauf stipulations différentes dans l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage dispose du droit de reproduction et d'utilisation pour la totalité et l'ensemble des besoins de l'opération sur l'ensemble du territoire français. Ces droits sont cédés dans le cadre du contrat sans rémunération spécifique.

En cas de reprise de l'opération par le maître d'ouvrage, ces droits, cédés à titre gracieux, lui sont transférés. Dans le cas d'une résiliation anticipée du contrat, qu'elle qu'en soit la cause, le maître d'ouvrage restera propriétaire de toutes les études, plans, dessins, rapports ... etc. et disposera des droits de reproduction et d'utilisation des documents déjà établis.

Le titulaire, ses ayants droits, curateur ou l'administrateur judiciaire, si la résiliation intervient après liquidation judiciaire de la société titulaire du contrat, ne pourront s'opposer à l'utilisation des documents, études, plans, rapports etc. ... et leurs compléments ou adaptations s'il y a lieu, par un nouveau prestataire dans les limites autorisées, sans dénaturation de l'œuvre.

Pour exercer ce droit de reproduire, le maître d'ouvrage transmettra au titulaire, et à sa demande, le nom des exécutants auxquels il confie la fabrication des éléments du marché. Il confiera à ces exécutants tous les documents produits par le titulaire nécessaires à la fabrication de l'ouvrage ou de l'élément d'ouvrage (dossier d'études, rapports d'essais, plans, dessins, calculs, ...etc.).

Le maître d'ouvrage s'engage à imposer aux exécutants la confidentialité sur les documents communiqués et à leur rappeler l'interdiction de toute divulgation, à l'exception de celle nécessaire à la fabrication de l'ouvrage ou de l'élément d'ouvrage, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du titulaire.

Cette clause ne s'oppose pas à ce que les éléments fabriqués soient aliénés lorsqu'ils sont hors d'usage ou cessent d'être adaptés aux besoins du marché.

Le maître d'ouvrage peut, après en avoir informé le titulaire, publier des informations générales sur la nature des résultats obtenus, formulés de façon telle qu'elles ne puissent être utilisées par un tiers sans recours au titulaire. Cette publication mentionnera le nom du titulaire.

1.8.2. Droits du groupement – utilisation des études

Le groupement de Conception/Réalisation ne peut faire aucun usage commercial des résultats du marché sans l'accord préalable du maître de l'ouvrage. La communication ou la publication des résultats du marché à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, ne peut se faire par le groupement de Conception/Réalisation qu'avec l'autorisation préalable du maître de l'ouvrage.

Toute publication de résultats par le titulaire doit recevoir l'accord du maître d'ouvrage. La publication doit mentionner le nom du maître d'ouvrage, l'objet de la réalisation, le mode de financement et son montant.

Le maître d'ouvrage conserve la pleine propriété et peut librement utiliser les résultats mêmes partiels des prestations du titulaire du marché. Le maître de l'ouvrage peut communiquer à des tiers les résultats de ces prestations. Il peut librement publier ceux-ci à compter de la date d'achèvement des travaux objets du présent marché.

Le groupement de Conception/Réalisation reconnaît donner au maître d'ouvrage un droit d'usage à titre exclusif et non cessible sur les prestations qu'ils ont remises pour la durée légale des droits d'auteur telle que prévue à l'article L123.1 du code de la propriété intellectuelle, pour tous pays, pour tous supports présents ou futures en contrepartie de l'indemnité prévue au règlement de consultation.

Ces droits patrimoniaux sont : **Le droit de reproduction totale, servile ou partielle par tout procédé connu ou inconnu à la date de remise des offres.**

Le groupement de Conception/Réalisation garantit au maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l'occasion de la remise des prestations et de l'utilisation de leurs résultats, notamment pour l'exercice du droit de reproduire.

De son côté, le maître d'ouvrage garantit le groupement de Conception/Réalisation contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes dont elle lui impose l'emploi.

Dès la première manifestation de la revendication d'un tiers contre le groupement de Conception/Réalisation ou le maître d'ouvrage, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendant d'eux pour faire cesser le trouble ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir ou obtenir.

1.8.3. Inventions, connaissances acquises, méthode, savoir-faire et brevets

Le titulaire est tenu de communiquer au maître d'ouvrage toutes les connaissances acquises dans le cadre de l'exécution du marché que celles-ci aient donné lieu à dépôt de brevet ou pas.

Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposées au maître d'ouvrage pour l'utilisation des résultats des prestations. Il en est de même dans le cas où cela serait nécessaire en vue de l'adaptation de l'ouvrage ou de ces éléments au titre de sa maintenance ou de son exploitation.

Le titulaire est tenu d'effectuer en France le premier dépôt des demandes de brevet concernant les inventions nées de l'exécution du marché. Il devra informer le maître d'ouvrage de tout dépôt de demande de brevet en lui transmettant copie de la demande et de l'acte écrit prévu par la législation en vigueur. Si des demandes de brevets se rapportant aux marchés ont été déposées antérieurement à la notification, il devra les déclarer au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la notification du marché.

Si le titulaire décide de cesser l'entretien d'un brevet ou retire une demande de brevet, il devra en informer au préalable le maître d'ouvrage et lui céder gratuitement ses droits.

Le maître d'ouvrage pourra s'il le souhaite déposer en son nom propre une demande de brevet, après en avoir informé le titulaire, si il estime que certaines inventions nées au cours de l'exécution du marché le justifient et si le titulaire refuse d'effectuer cette demande.

1.9. Sous-traitance

Le recours à la sous-traitance est régi par les articles L.2193-1 à L.2193-22 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera un cadre d'acte spécial de sous-traitance (DC4), dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également, l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou main-levée du bénéficiaire de la cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Une inspection commune préalable est obligatoire avant toute intervention du sous-traitant.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont listées ci-après par ordre de priorité décroissante.

Nota : En cas de contradiction, le maître d'ouvrage pourra considérer comme acquise toute prestation figurant sur une pièce de l'offre.

⇒ Exemple : une menuiserie dessinée noire sur les perspectives et décrite blanche sera réalisée blanche ou noire au choix du maître d'ouvrage dans le cadre de l'offre financière du candidat.

De même, toutes les prestations prévues au programme sont dues. La description des ouvrages et prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le programme de l'opération.

Toutes les dispositions de l'offre du groupement de Conception/Réalisation jugées par le maître d'ouvrage, d'un niveau supérieur à celui du programme sont réputées acquises par le maître de l'ouvrage.

2.1. Pièces particulières

2.1.1. Les pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives et contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses éventuelles annexes ;
- le programme et ses annexes
- le planning prévisionnel de l'opération.

La signature de l'acte d'engagement par le prestataire rendra contractuelle toutes les pièces du marché.

2.1.2. Les documents rédigés à l'issue de la phase études

Les documents seront :

- Le Rapport Initial du Contrôleur Technique, réalisé en amont du lancement de la phase de réalisation du projet ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

2.1.3. L'offre de l'entreprise

Les pièces fournies par l'entreprise seront :

- Un acte d'engagement et ses annexes ;
- **Des pièces écrites (dont un carnet A3 reprenant les pièces graphiques du panneaux, tableaux des surfaces, notices, etc..) :**
 - Une notice descriptive et justificative (principe d'intégration urbaine et d'intégration dans le site du projet, intentions d'architecture et d'organisation, parti fonctionnel - flexibilité, circulations, liaisons essentielles, aménagements des accès et abords de la construction, etc..) ;
 - Un résumé de la notice descriptive et justificative sur une page A4 (recto) maximum en vue de sa lecture en commission ;
 - Une notice de respect des articles applicables à la zone du Plan Local d'Urbanisme en vigueur ;
 - Une note concernant l'insertion sociale (actions mises en place, tutorat, etc..) ;
 - Une note technique de niveau APS présentant toutes les pièces listées au ci-dessous et au paragraphe 1.5.1 du CCP :
 - ↳ Le procédé constructif proposé et sa justification économique et technique, les procédés et moyens d'exécution envisagés, sa capacité d'adaptation au terrain (fondations particulières, gestion de la topographie, gestion des murs mitoyens, etc.) ;
 - ↳ La présentation illustrée des différents matériaux utilisés en façade, en toiture et pour les parachèvements ;
 - ↳ L'ensemble des fiches techniques des matériels proposés ;
 - ↳ Les principales options envisagées pour les équipements techniques : revêtements de sols, traitement climatique, électricité, courants faibles, acoustique, etc. ;
 - ↳ La définition des aménagements extérieurs ;
 - ↳ Un comparatif des surfaces comprenant les surfaces demandées et les surfaces projetées, et indiquant les surfaces de circulation, de voirie, d'espaces verts, et la surface de plancher du projet selon la trame fournit ;
 - ↳ Un engagement argumenté sur le respect de l'enveloppe budgétaire affectée aux travaux ;
 - ↳ Un Plan d'Installation Chantier (PIC) accompagné d'une note sommaire présentant la prise en compte du contexte urbain et du besoin de maintien en fonctionnement du bâtiment existant pendant la durée du chantier ; Et comprenant le phasage différé dans le temps de la phase 1 et 2
 - ↳ Une note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité du chantier et le pilotage social de l'opération en phase chantier ;
 - Une décomposition des tâches d'ingénierie mis en place à chaque stade de l'exécution du projet : études d'exécution, réunion de chantier, visa ;
 - Le calendrier prévisionnel détaillant le déroulé de la phase études et celui de la phase travaux allant de la préparation des travaux jusqu'à la levée de la dernière réserve et précisant le phasage précis de l'opération (réception par phase).
- **Des pièces graphiques demandées sur panneaux A0 (au nombre de 2):**
 - Un plan de masse à l'échelle 1/500 de l'ensemble du projet précisant le parti paysager ;
 - Les plans à l'échelle 1/200 des différents niveaux des bâtiments ;
 - Des perspectives extérieures du projet (vues imposées) à présenter également séparément en format A3 ;
 - Une axonométrie éclatée des bâtiments, précisant les entrées des bâtiments ainsi que les circulations verticales ;
 - Les élévations des façades à l'échelle 1/200 ;
 - Au minimum deux coupes au 1/200 ;
 - Un détail ou une vue significative au choix du candidat.

En cas de remise dématérialisée et papier, si discordance, la version dématérialisée prime sur la version papier.

2.2. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois m0 d'établissement des prix.

- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux, et cahier des prescriptions communes interministérielles dont la composition connue à la date d'établissement des documents de consultation, est celle reprise dans les annexes au décret n° 93-1164 du 11 octobre 1993 ;
- le Cahier des Clauses Générales (CCAG) Travaux et le CCAG Maîtrise d'œuvre (MOE)
- les normes européennes.

Ces documents, dont la liste n'est pas limitative, sont réputés connus du titulaire qui ne pourra se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de ses engagements. Les pièces générales ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

ARTICLE 3 - PRIX ET REGLEMENT

3.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement et ses annexes indiquent ce qui doit être réglé respectivement à l'opérateur mandataire, à ses cotraitants et aux sous-traitants.

3.2. Contenu du prix

L'Acte d'Engagement et ses annexes indiquent clairement ce qui doit être respectivement dû à l'opérateur mandataire, à ses cotraitants et aux sous-traitants.

3.2.1. Le prix du marché

Le prix du marché est hors T.V.A. Il sera appliqué le taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Le prix établi par le groupement de conception réalisation tient compte des indications et dépenses suivantes :

- L'établissement des demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération, y compris toutes les notices et annexes ;
- Les études de toute nature nécessaire à la réalisation de l'opération à compter de la date de remise de l'offre ;
- Les affichages réglementaires et leur maintien sur le site et notamment ceux des autorisations administratives ;
- Les travaux doivent être livrés, exécutés complètement et conformément, en tous points, aux stipulations du marché et aux règles de l'art. Ils doivent satisfaire aux règlements et prescriptions administratifs en vigueur au mois d'établissement des offres ;
- Les dépenses afférentes à la coordination des prestations réalisées par des intervenants différents ;
- Les frais inhérents à la couverture du risque de défaillance éventuelle des éventuels sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations prévues au marché ;
- Les frais de constat des ouvrages mitoyens à l'opération dont les procédures de « Référé préventif » ;
- Les autorisations et droits de voiries (à charge du groupement de conception/ réalisation) ;
- Les dépenses mentionnées ci-après :
 - Modifications apportées au projet par le groupement ;
 - Suite aux demandes exécutoires des services de sécurité et d'hygiène lors de l'instruction des demandes d'autorisations administratives dès lors que ces demandes ne dépassent pas la stricte réglementation ;
 - Suite aux demandes des services de prévention et de la commission de sécurité (le cas échéant) ;
 - Suite aux demandes des services de l'inspection du travail, CRAMIF, OPPBTP dans le cadre de la préparation de l'organisation et du déroulement du chantier ;
- Reprise aux frais du groupement de conception réalisation des études et des travaux dans les hypothèses prévues au présent CCP et Programme Technique ;

- Assistance au maître d'ouvrage au cours des instructions des dossiers transmis pour autorisations ou avis aux autorités administratives ;
- Reprise aux frais du groupement de conception réalisation des études et des travaux résultant d'avis défavorable ou des réserves émises lors de la délivrance de ces autorisations et avis administratifs ;
- Frais de toute nature relatif à la communication, y compris à destination des partenaires du Maître d'Ouvrage ;
- Frais de coordination relatifs au groupement ;
- Coûts de desserte des chantiers, y compris voirie provisoire si nécessaire, et l'amenée des fluides et énergie ainsi que l'évacuation des eaux pluviales et usées quelles que soient leurs origines ;
- Installation d'éclairage, de signalisation et de balisage ;
- Installations communes d'hygiène : sanitaires, douches, vestiaires, lieux de restauration ;
- Coûts d'implantation des ouvrages ;
- Sujétions relatives au préchauffage des chantiers pour les travaux intérieurs en tant que de besoin eu égard à l'avancement des chantiers ;
- Frais nécessaires aux essais et épreuves prévus par le présent CCP ou par le groupement de conception réalisation lors de la remise de son offre (CONSUEL, vérifications préalables...) ;
- Répartition, à viser par le mandataire entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier, des sujétions afférentes à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques ;
- Répartition des dépenses d'installations communes, qui sont également à fixer par le mandataire ;
- Sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée de plusieurs ouvrages ;
- Frais relatifs au respect des dispositions du PGC et au fonctionnement du CISSCT ;
- Nettoyage régulier du chantier et de ses abords ;
- Nettoyage complet des locaux demandé le cas échéant par le maître d'ouvrage ;
- Nettoyage complet des locaux avant chaque livraison ;
- Protection des installations et des bâtiments existants ;
- d'une manière générale de toutes les dépenses prévues au CCAG Travaux Norme NFP 03 001

Sur simple constat par le représentant technique de la maîtrise d'ouvrage du non-respect des clauses ci-dessus, et après mise en demeure du mandataire, le représentant technique du maître d'ouvrage pourra faire réaliser les prestations correspondantes. Le coût de cette intervention sera réglé par le représentant technique de la maîtrise d'Ouvrage et déduit du décompte mensuel du ou des cotraitant(s) concerné(s).

En cas d'urgence, il fera intervenir un opérateur spécialisé, sans mise en demeure, aux frais et risques du groupement de conception/réalisation.

En outre le groupement de conception réalisation est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments définis à la date du marché et afférents à l'exécution des travaux ; il reconnaît avant la remise de son acte d'engagement :

- Avoir contrôlé et complété, si besoin est, les indications des documents de la consultation ;
- Avoir pris connaissance complète et entière du site d'implantation des ouvrages et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main-d'œuvre, etc. ;
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès de tous services ou autorités compétents et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
 - pluie continue : intensité limite, 10 mm/jour ;
 - température : intensité limite, 0°C à 12 heures pendant la phase de réalisation du gros œuvre ;
 - Vent : 72 km/h pour l'utilisation de grue.

Tous travaux bruyants (plus de 70 décibels) ne seront pas effectués les samedis et dimanches, ces coûts devant être intégrés dans le prix du marché. Ils ne donneront lieu à aucune augmentation du montant du marché, ni à aucun dédommagement.

Le groupement de conception/réalisation tient compte des frais afférents à l'utilisation éventuelle de brevets ou procédés spéciaux, relatifs à la réalisation d'un bâtiment.

3.3. Règlement des comptes

3.3.1. Règlement des comptes

Les situations mensuelles seront établies en pourcentage à partir de la DPGF. Cette DPGF sera une version développée de la DPGF Réalisation remise dans l'offre du lauréat, de niveau PRO sans grands ensembles qui permettra de suivre avec précision la facturation par corps d'état.

Le délai global de paiement sera de 30 jours fin de semaine après émission de la facture et sous réserve de sa validation par le représentant technique du maître d'ouvrage.

Toutes les demandes de paiement relatives aux sommes dues au titulaire en exécution du présent marché devront être transmises par voie électronique en application de l'article 1er de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
- le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, de marché ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent être transmises en conformité avec l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Pour ce faire, les factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- Numéro de SIRET : 188 6000 5000 143
- Code service : 1012

3.3.2. Règlement des acomptes et du solde

3.3.2.1. Mode de présentation des demandes d'acompte

Les demandes d'acompte seront établies sur un modèle agréé par le maître d'ouvrage. Les projets de décompte sont présentés dans la forme et suivant l'ordre de la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les demandes d'acompte établies par le MOE seront composées notamment d'une page récapitulative relative à l'ensemble du marché et des paiements de chaque cotraitant, une page récapitulative par cotraitant, un tableau de révision par cotraitant et l'ensemble des données permettant de mesurer l'avancement des études et des travaux.

Les demandes d'acompte devront faire apparaître la répartition entre les :

- Honoraires (phases étude, travaux et parfait achèvement) ;
- Travaux bâtiment ;
- Travaux VRD.

Les ouvrages et les prestations faisant l'objet du marché seront réglés suivant l'avancement des études et des travaux par application du détail des prix forfaitaires, conformément aux valeurs portées par le groupement de Conception/Réalisation dans le cadre de la décomposition du prix global forfaitaire jointe en annexes 2, 3 et 4 de l'Acte d'Engagement (AE) et conditionné par la validation du maître d'ouvrage.

Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Conception (phase 1) :

Le titulaire remettra ses demandes d'acomptes mensuels au fur et à mesure de la réalisation de chaque élément de mission (Mise à jour de l'APS, APD, Autorisations administratives et PRO). Le paiement partiel définitif de chaque élément d'étude figurant dans la décomposition des prix de l'Annexe 2 à l'Acte d'Engagement sera conditionné à la validation dudit élément signifiée par ordre de service du maître d'ouvrage.

Les prestations en phase études sont réglées comme suit :

- Mise à jour de l'APS :
 - 60% à la remise de la phase considérée, déduction faite de la prime versée ;
 - 40% à l'acceptation du dossier par le Maître d'ouvrage.
- Autorisations administratives :
 - 60 % à l'établissement du dossier de permis de construire ;
 - 40% à l'obtention de l'ensemble des autorisations administratives relatives au permis de construire.
- Etudes d'APD :
 - 60% à la remise de la phase considérée ;
 - 40% à l'acceptation du dossier par le Maître d'ouvrage.
- Etudes de Projet :
 - 60 % à la remise de la phase considérée ;
 - 40% à l'acceptation du dossier par le Maître d'ouvrage.
- Visa des études d'exécution et de synthèse :
 - 20% sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises qui sont présentés au visa des concepteurs ;
 - 80% au prorata temporis de la durée d'exécution des travaux

Réalisation (phase 2) et parfait achèvement (phase 3) :

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché sont réglés par l'application d'un prix global et forfaitaire dont :

- le libellé et la décomposition par nature de prestations sont fixés en annexe 2 à l'acte d'engagement relative à la conception,
- le libellé et la décomposition par nature d'ouvrages (décomposition détaillée définitive par ouvrage élémentaires du prix global et forfaitaire fixé à l'annexe 3 à l'acte d'engagement relative à la réalisation) établi à l'issue de la phase 1 pour la phase 2 relative aux travaux.

Les prestations en phase travaux sont réglées comme suit :

- Direction de l'Exécution des Travaux :
 - 80% au prorata temporis de la durée d'exécution des travaux ;
 - 20% à réception du projet de décompte final de réalisation vérifié par le directeur travaux des concepteurs ;
- Assistance aux Opérations de Réception :
 - 30% à l'établissement du procès-verbal des réception ;
 - 30% à la remise du DOE ;
 - 30% à la levée des réserves ;
 - 10% à la fin de l'année de parfait achèvement ;

Le VISA, le DET et l'AOR auront les mêmes modalités pour la tranche ferme et la tranche optionnelle.

3.3.2.2. Acomptes travaux

Les acomptes seront réglés mensuellement en fonction de l'état d'avancement réel des travaux.

Le mandataire remet à l'OPC, avant la fin de chaque mois, un projet de demande d'acompte faisant ressortir les quantités exprimées en pourcentage sur la DPGF et arrêtées à la fin du mois, des travaux et prestations réalisés depuis le début du marché. Une fois l'avancement des travaux relatifs à ce projet de demande d'acompte mensuel validé, le MOE établit l'état d'acompte et le tableau de révisions avant de le déposer sur Chorus Pro.

3.3.2.3. Solde travaux

Suite à la notification de la décision de réception sans réserve de non façon, le projet de décompte final est remis par le mandataire au représentant technique de la maîtrise d'ouvrage.

Le groupement de conception/réalisation est lié pour les indications figurant au projet d'état final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves antérieures de sa part.

Le projet de décompte final est accepté ou rectifié par le représentant de la maîtrise d'ouvrage, signé par le représentant de la maîtrise d'ouvrage et notifié au mandataire par ses soins.

Le mandataire doit retourner au représentant de la maîtrise d'ouvrage :

- Le décompte général ;
- Le mémoire de réclamation explicitant les réserves.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors du fait générateur.

3.4. **Augmentation de la masse des travaux**

Il faut entendre par travaux supplémentaires toute prestation demandée par le maître d'ouvrage étant en rapport avec l'objet du Marché entraînant une augmentation de la masse des travaux et par conséquent un dépassement du prix global forfaitaire.

Ces travaux feront l'objet de fiches de travaux modificatifs et d'avenants au Marché.

Les avenants sont limités à 15 % du montant du marché.

3.5. **Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux, sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.5.1. **Actualisation et révision des prix du marché**

Les prix sont globaux et forfaitaires, conformément aux articles R.2112-6, R.2112-13 et R.2191-32 à R.2191-45 du Code de la commande publique. Ils peuvent être révisés selon les modalités précisées au présent marché.

- En phase de Conception : prix fermes, non révisables mais actualisables ;
- En phase de Réalisation : Prix révisables et non actualisables .

3.5.1.1 **Actualisation**

Si la date de début d'exécution des prestations inscrite à l'ordre de service est prévue par le Maître de l'ouvrage après le 180ème jour suivant la date de fixation des prix dans l'offre, les prix seront actualisés par application de la formule suivante :

$\text{Prix nouveau} = \text{Prix initial} \times A$
--

Dans cette formule :

Pour les prestation de MOE :

$$A = (\text{INGos}/\text{INGnm}) - 1$$

- INGos = valeur de l'index ING dernier connu à la date de l'OS ;

- ING_{nm} = valeur de l'index ING dernier connu à la date de notification du marché ;

Le coefficient d'actualisation résultera du calcul comparatif poussé à 3 chiffres après la virgule et arrondi au millième supérieur

Pour les prestations de travaux :

$$A = (BT01_{os}/BT01_{nm}) - 1$$

- $BT01_{os}$ = valeur de l'index BT01 dernier connu à la date de l'OS ;
- $BT01_{nm}$ = valeur de l'index BT01 dernier connu à la date de notification du marché ;

Le coefficient d'actualisation résultera du calcul comparatif poussé à 3 chiffres après la virgule et arrondi au millième supérieur

3.5.1.2 Révision

Pour les prestation de MOE :

Les prix seront révisés selon la formule :

$$P = 0,15 + 0,85 \times \frac{Im - 3 \text{ mois}}{Io - 3 \text{ mois}}$$

dans laquelle $Im - 3$ mois et $Io - 3$ mois sont les valeurs prises par l'index ING respectivement au mois "m" d'exécution des travaux – 3 mois et au mois "Mo – 3 mois" d'établissement des prix du marché.

Le mois Mo est décembre 2025.

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur de l'index et/ou l'indice de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

En cas de signature d'un avenant en plus-value, le mois Mo sera celui du marché initial.

Pour les prestations de travaux :

Les prix seront révisés selon la formule :

$$P = 0,15 + 0,85 \times \frac{Im - 3 \text{ mois}}{Io - 3 \text{ mois}}$$

dans laquelle $Im - 3$ mois et $Io - 3$ mois sont les valeurs prises par l'index BT01 respectivement au mois "m" d'exécution des travaux – 3 mois et au mois "Mo – 3 mois" d'établissement des prix du marché.

Le mois Mo est décembre 2025.

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur de l'index et/ou l'indice de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

En cas de signature d'un avenant en plus-value, le mois Mo sera celui du marché initial.

3.5.2. Établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois M0 : décembre 2025.

3.6. Transmission et délai de paiement

3.6.1. Modalités générales

Les sommes dues au groupement de conception/réalisation ainsi qu'à ses sous-traitants à paiement direct en exécution du présent marché sont réglées dans un délai global de paiement de 30 jours à réception de la facture.

3.6.2. Point de départ du délai de paiement

Le délai global de paiement a pour point de départ :

- Pour l'avance, la date de réception par le maître d'ouvrage des demandes de versement de cette avance présentée par le groupement de conception/réalisation ;
- Pour les acomptes dus au groupement de conception/réalisation et les paiements dus aux sous-traitants à paiement direct, la date de réception par le maître d'ouvrage des projets de décompte et des pièces annexées, qui doivent lui être adressés par tous moyens permettant d'attester une date certaine de leur réception ;
- Le point de départ du délai de paiement du sous-traitant correspond à la date certaine de réception de sa demande par le Maître d'ouvrage ;
- Pour le solde, la date d'acceptation du décompte général par l'ensemble des parties (maître d'ouvrage et groupement de conception/réalisation).

Cette date d'acceptation qui doit impérativement être mentionnée sur le décompte général par la partie qui en est le dernier signataire correspond à la date de sa signature.

Le groupement de conception/réalisation doit, au plus tard dans les 45 jours à compter de la notification du décompte général, le transmettre revêtu de sa signature au maître d'ouvrage par tous moyens permettant d'attester une date certaine à son envoi.

A défaut de toute transmission au maître d'ouvrage, dans ce délai, du décompte général revêtu de sa signature ou des motifs de refus de sa signature, le groupement de conception/réalisation est réputé avoir accepté le Décompte Général, la date d'acceptation correspondant alors au 1er jour suivant le terme de ce délai.

3.6.3. Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique relatif à la « lutte contre les retards de paiement », le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

3.6.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

3.7. Paiement des sous-traitants

3.7.1. Désignation des sous-traitants en cours de marché

La sous-traitance globale étant interdite, la part maximale de travaux réservés à la sous-traitance reste à l'appréciation du Maître d'Ouvrage selon l'opération et le corps d'état considéré et à défaut 80% du montant du marché.

3.7.1.1. Conditions contractuelles d'admissibilité de la soustraitance

Le groupement de conception/réalisation qui désire sous-traiter une partie des travaux devra obligatoirement avoir vérifié que le sous-traitant qu'il propose est en règle au regard de ses obligations sociales et fiscales telles que définies ci-dessous et dans l'Acte d'Engagement, et qu'il met en œuvre les relances nécessaires pour obtenir de ses sous-traitants les documents prouvant leur régularité et ce, tous les 6 mois au cours de l'exécution du marché. Le groupement de conception/réalisation qui désire sous-traiter devra avoir présenté tous les éléments ci-dessous au Maître de l'ouvrage au plus tard 3 semaines avant l'intervention du sous-traitant sur le chantier.

Une inspection commune préalable est obligatoire avant toute intervention du sous-traitant.

Une copie du contrat de sous-traitance devra être adressée au maître de l'ouvrage sous 8 jours francs au plus tard après sa date de signature, envoyée en Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) accompagné du formulaire de « Demande d'acceptation de sous-traitance et d'agrément des conditions de paiement d'un sous-traitant » dûment rempli qui est annexé à l'Acte d'Engagement.

A cet envoi en LRAR devront être joints des éléments permettant au maître de l'ouvrage de juger de la qualité professionnelle, des conditions d'assurance du sous-traitant ainsi proposé (en pratique, joindre copie de l'assurance R.C. du sous-traitant, la qualification et/ou les références travaux).

A la fin de la période de préparation de chantier, l'Entreprise doit obligatoirement avoir proposé à la validation et à l'agrément du Maître d'ouvrage les entreprises sous-traitantes pour exécuter les travaux de gros œuvre et tout corps d'état technique.

A réception de l'ensemble de ces éléments, et sans qu'il ait à motiver sa décision, le maître d'ouvrage acceptera ou non le sous-traitant, et agréera ou non ses conditions de paiement, sous la forme d'une réponse écrite au groupement de conception/réalisation, avec copie au sous-traitant.

Faute de réponse du maître d'ouvrage sous 21 jours à réception de la demande, la sous-traitance est considérée comme acceptée, et les conditions de paiement acceptées.

3.7.1.2. Sanctions contractuelles

En cas de maintien par le titulaire du marché d'un sous-traitant non accepté ou en cas de découverte par le maître de l'ouvrage d'une sous-traitance occulte, le marché principal pourra être résilié par LRAR par le maître de l'ouvrage, avec effet immédiat selon les dispositions de l'article 50.3 du CCAG Travaux.

3.7.1.3. Pièces à produire par le sous-traitant

La déclaration de sous-traitance (DC4) devra être accompagnée des documents qui y sont mentionnés, notamment :

- La copie des certificats attestant de la régularité de sa situation au regard de ses obligations fiscales et sociales, établis au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a été présenté le sous-traitant, ou imprimé NOTI2 ;
- Ou, pour les entreprises nouvellement créées, les pièces mentionnées à l'article D 8222-5 du code du travail, soit, pour les entreprises nouvellement créées, une copie du récépissé de dépôt du Centre de Formalités des Entreprises (CFE) ou un extrait du registre du commerce ou toute autre pièce officielle attestant de sa naissance dans l'année ;
- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de recouvrement des cotisations et des contributions sociales et datant de moins de six mois (article D8222-5-1°) ;
- Un Kbis de moins de six mois pour les opérateurs économiques concernés ;

- Une attestation d'assurances « Responsabilité Civile » en vigueur au moment de l'intervention du sous-traitant ;
- Une attestation d'assurances « Garantie décennale » en vigueur au moment de l'intervention du sous-traitant ;
- Un Relevé d'Identité Bancaire ou postal ;
- Un justificatif de ses capacités professionnelles et financières ;
- Un projet de PPSPS pour chaque sous-traitant.

A compter de son agrément, le sous-traitant devra remettre son PPSPS définitif au coordonnateur SPS au plus tard huit (8) jours avant le début de son intervention. Cette intervention sera conditionnée par l'approbation du PPSPS par le coordonnateur SPS.

3.8. Paiement du groupement d'opérateurs

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci du montant d'acompte ou de solde à payer à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché et déterminées à partir de la partie du décompte afférente aux prestations réalisées par ce cotraitant.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS – PENALITES ET PRIMES

4.1. Ordre de service

Un ordre de service sera délivré à chaque lancement de tranche du présent marché ainsi qu'à chaque lancement de phase.

Tous les ordres de services seront rédigés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Lorsque le mandataire du groupement de Conception/Réalisation estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours.

4.2. Délai d'exécution des prestations

La durée du marché et les délais d'exécution des prestations sont fixés à l'acte d'engagement.

Sauf disposition contraire figurant dans la lettre de notification du marché, le délai de réalisation de la première prestation court à compter de la date de commencement d'exécution fixée par ordre de service.

Le point de départ des autres prestations est constitué par l'acceptation expresse par le maître d'ouvrage ou son représentant de l'élément de mission qui le précède compte tenu des délais d'acceptation fixés ci-après ou de l'ordre de service de commencer la mission suivante.

Nombre d'exemplaires :

Les dossiers d'études citées ci-dessus devront être remis au maître d'ouvrage en :

- Transmission électronique pour la phase de mise à jour de l'APS ;
- Autant d'exemplaires que nécessaire pour les autorisations administratives + 1 clé USB ;
- Transmission électronique pour la phase APD ;
- Transmission électronique pour la phase Etudes de Projet ;
- Transmission électronique pour la phase Etudes d'exécution ou visa.

Les documents transmis seront compatibles avec les logiciels courants (Word, Excel, DWG, PDF, etc.).

Délai d'acceptation :

Le délai maximal d'acceptation prévisionnel dans lequel le maître d'ouvrage ou son représentant procédera à l'acceptation des documents d'études est fixé 2 semaines par phase d'étude (mise à jour de l'APS, APD et PRO).

L'absence de réponse du maître d'ouvrage ou de son représentant dans les délais ci-dessus vaut refus d'acceptation du document d'études.

Le délai de la phase 2 (travaux) est fixé à 10 mois comprenant :

- La période de préparation ;
- Le repliement des installations de chantier ;
- La remise en état des lieux ;
- Les congés payés ;
- 20 jours d'intempéries telles que définies à l'article 4.3 du présent CCP ;
- Les opérations préalables à la réception.

Si le planning prévisionnel fourni par le titulaire dans l'offre prévoit un délai plus court, ce délai se substituera au délai annoncé ci-dessus.

4.3. Prolongation des délais d'exécution concernant les travaux à réaliser – reconduction

Les délais d'exécution peuvent être suspendus ou prolongés dans les conditions prévues aux articles R.2194-5 à R.2194-8 du Code de la commande publique.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 20 jours ouvrés.

Les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous :

Nature du phénomène	Intensité limite
Vent	Supérieur à 72 km/h
Gel	Inférieur à 0° à 12H00
Pluie	Supérieur à 10 mm/jour

Pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux dûment constatée par la maîtrise d'ouvrage.

Les prolongations de délais ne s'appliqueront qu'après consommation du nombre de journées d'intempéries prévisibles définies ci-dessus.

4.4. Délais de remise de documents fournis après exécution

Les plans et autres documents conformes à l'exécution sont à fournir 3 semaines avant la réception des ouvrages comme les notices de fonctionnement et d'entretien. Les DOE seront remis à l'avancement et au plus tard 3 semaines avant la date qui sera fixée pour les essais et OPR.

4.5. Pénalités

Selon les articles 19.2.2 du CCAG Travaux et 16.2.2 du CCAG MOE, le montant total des pénalités ne peut excéder 10% du montant total HT du marché ou de la tranche considérée.

Les délais sont comptés à partir de l'ordre de service de démarrage de phase ou de la réception d'un ouvrage. Les constatations des retards sont faites par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Par défaut, les pénalités sont appliquées au mandataire du groupement de conception/réalisation. Les pénalités ci-dessous sont exclusives l'une de l'autre, en ce sens qu'elles peuvent se cumuler. Le montant des pénalités n'est pas plafonné. Les montants des pénalités énumérés ci-dessous sont hors TVA.

Les pénalités de retard sont exprimées en jour calendaire.

Par défaut, tout non-respect d'une clause des pièces du marché cités à l'article 2 du présent CCP entraîne une pénalité de 150€.

4.5.1. Retard d'exécution en conception (phase 1)

Si le « délai contractuel études », éventuellement réduit par la suite de l'offre du titulaire, est dépassé du fait du titulaire, le retard d'exécution de la phase 1 : Conception se mesurera par la différence entre le «délai constaté études» et le «délai contractuel études» sur lequel s'est engagé le titulaire.

En cas de retard, et par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, le mandataire subira sur ses créances une pénalité journalière de 300 €, en cas de non respect de la date limite d'achèvement des prestations d'études, telle que fixée à l'article 4.2 ci-dessus ou au planning d'exécution.

Un représentant de la composante de maîtrise d'œuvre doit obligatoirement être présent à chaque réunion de la phase études.

4.5.2. Retard d'exécution en réalisation (phase 2)

En complément et par dérogation aux dispositions citées à l'article 19.2 du CCAG Travaux les procédures s'appliquent de la façon suivante :

- Si le délai contractuel pour les études d'exécution et de synthèse et préparation de chantier est dépassé du fait du Titulaire, il sera fait application d'une pénalité financière de 150€ par jour calendaire de retard et par pièce considérée ;
- L'équipe subira en cas de non-respect de la date limite d'achèvement des travaux, les pénalités journalières suivantes à retenir sur le montant des acomptes mensuels :

Travaux concernés	Pénalité journalière
Tout corps d'état	1500 €

Ces pénalités s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le planning d'exécution. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.

Le montant des pénalités de retard ne sera ni actualisé, ni révisé.

Aucune prime pour avance dans l'achèvement des travaux n'est prévue.

4.5.3. Absence aux réunions d'études

La pénalité, fixée à 100€, pourra être appliquée à l'opérateur économique (autre que le représentant de la composante de maîtrise d'œuvre), qui arrive en retard aux réunions en phase études supérieur à 15 minutes (le rythme de ces réunions sera fixé dès le lancement des études entre la maîtrise d'ouvrage et le groupement de conception/réalisation sans pour autant être inférieur à un rythme d'une semaine sur deux).

Une pénalité, fixée à 200€, pourra être appliquée à l'opérateur économique (autre que le représentant de la composante de maîtrise d'œuvre), qui n'assiste pas ou qui ne se fait pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs, aux réunions en phase études.

En cas d'absence du représentant de la composante maîtrise d'œuvre, une pénalité de 300€ pourra être appliquée.

4.5.4. Retard dans les démarches administratives

En cas de retard du dépôt de permis de construire vis-à-vis du planning global, une pénalité de 200€ par jour calendaire de retard sera appliquée au groupement de conception/réalisation.

4.5.5. Absence aux rendez-vous de chantier

En cas de non organisation ou de non direction des réunions de chantier hebdomadaires par le titulaire (y compris les différents intervenants de la composante maîtrise d'œuvre) il sera appliquée une pénalité par manquement constaté de 300 € par réunion. La présence aux réunions pour l'ensemble du groupement de conception/réalisation n'est comptabilisée que si le Mandataire du groupement de conception/réalisation est présent.

Le titulaire se verra appliquer une pénalité de 300€ chaque fois qu'il ne se rendra pas dans les bureaux du maître d'ouvrage ou sur le chantier, lorsqu'il en est requis, ou qu'il ne se fera pas représenter. Et 80 € s'il accuse un retard de plus de 20 minutes.

Ces pénalités sont également applicables dans les conditions susmentionnées aux réunions organisées par :

- Le bureau de contrôle ;
- Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

4.5.6. Etat d'avancement de l'opération

En cas de non information du maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement mensuel de l'opération, le titulaire supportera une pénalité par manquement constaté de 300 €.

4.5.7. Attestation d'assurance

En cas de retard dans la transmission d'attestations d'assurances, le titulaire supportera une pénalité de retard égale à 300€ par jour calendaire de retard.

4.5.8. Repliement des installations de chantier

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire, après mise en demeure par ordre de service, sans préjudice d'une pénalité de 1 000 € par jour calendaire de retard.

4.5.9. Délais et retenus pour remise de documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire une retenue forfaitaire provisoire égale à 10 000 € sera opérée.

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues au titulaire. Toutefois et s'il y a lieu, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l'application de cette retenue, le maître d'ouvrage pourra l'effectuer sur la retenue de garantie en caution bancaire.

Au-delà de 2 mois suivant la réception, si les documents et plans ci-dessus ne sont pas fournis, cette retenue provisoire deviendra définitive après mise en demeure préalable restée sans effet.

4.5.10. Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Dans le cas où le maître de l'ouvrage est informé par un agent de l'Inspection du Travail que le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il pourra lui appliquer des pénalités fixées en application de l'article L 8222-6 du code du travail : *« le montant des pénalités est, au plus, égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail ».*

Cette pénalité sera appliquée si, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser sa situation irrégulière, le titulaire n'apporte pas au maître de l'ouvrage la preuve qu'il a mis fin à la situation

délictuelle. A défaut de correction des irrégularités signalées dans le délai de quinze (15) jours, le maître d'ouvrage en informe l'agent de l'Inspection du Travail auteur du signalement et peut appliquer les pénalités prévues par le contrat.

S'il n'applique pas les pénalités, le maître de l'ouvrage pourra rompre le présent marché, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

Il est rappelé l'obligation faite au titulaire d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier. Ce document doit être tenu à jour et accessible à sa demande à la maîtrise d'ouvrage.

4.5.11. Pénalités relatives aux obligations d'insertion

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, le groupement de conception/réalisation pourra subir une pénalité de 100 € par heure non faite.

En cas de refus caractérisé de transmission d'information : pénalité de 150€ par jour calendaire de retard et par document à compter de la date de réception de la mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur.

4.5.12. Pénalités en cas de retard de déclaration d'un sous-traitant avant l'exécution des travaux

La désignation des sous-traitants quel que soit leur rang devra se faire au minimum 3 semaines avant son intervention sur le chantier. En cas de non déclaration constaté d'un sous-traitant, une pénalité sera appliquée au titulaire de 1 000€ par jour calendaire de retard dans la transmission des documents relatifs à la déclaration et ce jusqu'à acceptation du maître d'ouvrage. **Il est rappelé qu'un sous-traitant ne peut intervenir qu'après acceptation de la DC4 et notification de cette dernière par le maître d'ouvrage.**

4.5.13. Pénalités de retard dans la production des documents pendant l'exécution des travaux

Par jour ouvrable de retard dans la production des documents exigés par les pièces contractuelles, hors études d'exécution de synthèse et dossiers des ouvrages exécutés, il sera appliqué une pénalité de 100€.

Cette pénalité concerne également les documents réclamés par le coordonnateur sécurité au titre du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.

4.5.14. Pénalités pour non-respect des observations du coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé

Si les observations du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ne sont pas suivies d'effet dans le délai prescrit par ce dernier, le retard constaté sera assimilable à un retard d'exécution et sera sanctionné d'une pénalité d'un montant de 200€ par jour de retard.

Le constat de ce retard par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé sera notifié par ordre de service et la pénalité correspondante appliquée sur le prochain acompte de l'entreprise.

En cas de risques graves et imminents, et lorsque le coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé aura été fondé à demander au titulaire l'arrêt immédiat de l'activité concernée, celui-ci encourt une pénalité de 1 000€ dès le prononcé de l'arrêt.

Une pénalité de 200€ sera ensuite appliquée par jour d'arrêt.

Le constat de l'infraction par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé sera notifié par ordre de service et la pénalité correspondante appliquée sur le prochain acompte de l'entreprise.

4.5.15. Pénalités en cas d'absence de présentation des échantillons

En cas de non présentation des échantillons dans un délai maximal de 30 jours avant la date stipulée dans le calendrier décisionnel des échantillons de l'OPC, il pourra être appliquée une pénalité de 80€ par jour calendaire de retard.

4.5.16. Pénalités pour retard dans la remise du plan particulier de sécurité et protection de la santé (PPSPS)

Le titulaire qui n'aura pas remis le PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de la santé dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché se verra appliquer une pénalité de 1/3000ème du montant du prix forfaitaire travaux de l'entité considérée.

Le constat de ce retard par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé sera notifié par ordre de service par la maîtrise d'ouvrage et la pénalité correspondante appliquée sur le prochain acompte du groupement de Conception/Réalisation.

4.5.17. Pénalités dans le nettoyage du chantier

En cas de retard dans le nettoyage du chantier, le titulaire subira une pénalité de 150 €, non révisable, par jour calendaire après ordre de service resté sans effet.

4.5.18. Pénalités pour infraction aux règles de circulation

Le titulaire prendra toutes les dispositions pour signaler les accès au chantier, organiser et faire respecter un sens de circulation des engins et fournisseurs. Le titulaire aura à sa charge de faire respecter ces règles à ses cotraitants, sous-traitants et fournisseurs. Toute infraction sera pénalisable de 100€ par infraction ; toute disposition nécessaire sera prise pour respecter les entrées et sens de circulation (compagnons, sous-traitants, fournisseurs, livreurs, etc.).

Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : Il pourra être appliquée une pénalité de 1 000€ par trouble constaté.

4.5.19. Pénalités pour travaux bruyants en dehors des heures tolérées

Travaux bruyants en dehors des heures tolérées, soit de 8h00 à 18h00, (cette pénalité ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : en cas d'utilisation par l'opérateur économique de matériel non conforme aux exigences acoustiques, il pourra être appliquée une pénalité de 1 000€ par infraction constatée.

4.5.20. Pénalités pour travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou de protection efficace

Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou protection efficace avec éclairages diurne et nocturne (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : Il pourra être appliquée une pénalité de 5 000€ par infraction constatée.

4.5.21. Pénalités pour présence de déchets dans une benne non appropriée

En cas de dépôt de déchets dans une benne non appropriée, il pourra être appliqué une pénalité de 300 € par infraction.

4.5.22. Pénalités pour destruction d'arbre

En cas de non-respect des obligations de protection d'un arbre identifié comme à protéger en phase études, il pourra être appliqué une pénalité de 500€ par sujet et par jour calendaire. En cas de destruction d'un arbre identifié pendant la phase études comme à conserver, il sera appliqué une pénalité de 5 000€ par sujet augmenté du coût de son remplacement par un sujet de taille équivalente (taille validée par le maître d'ouvrage).

4.5.23. Intervention du contrôleur technique à la suite d'une prescription du rapport final

Chaque fois qu'il sera constaté une prescription du groupement de conception/réalisation du marché dans le rapport final de contrôle technique, et que le maître d'ouvrage devra diligenter le contrôleur pour qu'il s'assure de la levée de la prescription, il pourra être appliqué au groupement de conception/réalisation sur les situations de travaux une pénalité de 150€ par vacation facturée par ledit contrôleur au maître d'ouvrage. La pénalité sera appliquée à chaque vacation du contrôleur.

4.5.24. Récapitulatif des pénalités

Nature du manquement soumis à pénalités	Mode de calcul des pénalités
Retard d'exécution en conception	300€ / jour de retard pour l'ensemble des pièces
Retard d'exécution en réalisation : > délais contractuels des études d'exécution et de synthèse et préparation de chantier dépassé > non-respect de la date limite d'achèvement des travaux TCE	150€ / jour calendaire de retard et par pièce considérée 1500€/jour retenu sur le montant des acomptes mensuels
Absence aux réunions d'études par un opérateur économique autre que le représentant de la composante MOE	100€ / retard > 15min 200€ / réunion en cas d'absence 200€ / réunion si l'opérateur n'est pas représenté par un délégué ayant tous pouvoirs
Absence aux réunions d'études par le représentant de la composante MOE	300€ par réunion
Retard dépôt de PC	200 € / jour calendaire de retard
Absence aux rendez-vous de chantier	300€ / réunion non tenue 300€ / absence ou non représenté 80€ / retard > 20min
Etat d'avancement de l'opération	300€ / manquement d'information
Assurance	300€ / jour calendaire de retard de transmission de l'attestation
Repliement des installations de chantier et remise en état	1 000€ / jour calendaire de retard
Retenue pour non remise des documents après exécution	Retenue provisoire de 10 000€ devenant définitive 2 mois après la date des OPR si mise en demeure restée sans effet
Manquement à la réglementation relative au travail dissimulé	Application des articles L8222-6, 8224-1, 8224-2, 8224-5 du code du travail – plafonnée à 10% du montant du marché
Obligation d'insertion	100€ / heure non faite 150€ / jour calendaire de retard / document en cas de refus de transmission d'information
Retard de déclaration d'un sous-traitant	1000€ / jour calendaire de retard
Retard dans la production des documents pendant l'exécution des travaux (hors synthèse et DOE)	100€ / jour ouvrable de retard
Non-respect des observations du CSPS	200€ / jour ouvrable de retard 1000€ dès arrêt prononcé par le CSPS en cas de risques graves et imminents + 200€ / jour d'arrêt
Absence de présentation des échantillons	80€ / jour calendaire de retard
Retard dans la remise du PPSPS au CSPS par l'entreprise	1/3000 ^{ème} du montant du prix forfaitaire travaux de l'entité considérée
Nettoyage de chantier	150€ / jour calendaire de retard après OS resté sans effet
Infraction aux règles de circulation	100€ / infraction constatée
Troubles de la circulation autour du chantier, arrêts, stationnements interdits	1000€ / trouble constaté
Travaux bruyants en dehors des heures tolérées	1000€ / infraction constatée
Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou protection efficace	5000€ / infraction constatée

Présence de déchets dans une benne non appropriée	300€ / infraction
Protection d'arbre : > Sujet non protégé considéré « à protéger » en phase études > Sujet détruit considéré « à conserver » en phase études	500€ / sujet non protégé / jour calendaire 5000€ / sujet détruit + coût de son remplacement par sujet de taille équivalente
Intervention du contrôleur technique suite à prescription du rapport final	150€ / vacation facturée par ledit contrôleur

ARTICLE 5 – GARANTIES ET FINANCEMENT

5.1. Retenue de garantie

Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie pour la phase 1 relative à la conception.

Pour la phase 2 relative à la réalisation, Il sera procédé à une retenue de garantie de 3% du montant initial du marché relatif à l'exécution des travaux, augmenté, le cas échéant, du montant des avenants ; elle sera prélevée par fractions sur chacun des versements effectués à l'ensemble des intervenants autres qu'une avance. Cette retenue de garantie peut être remplacée, au gré du groupement de conception/réalisation, par une garantie à première demande, dans les conditions prévues par la réglementation. Chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées.

Le mandataire du groupement « conjoint » de conception/réalisation étant solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché. Dans le cas où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le groupement de conception/réalisation remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevé. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie seront alors reversés aux intervenants après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée aux intervenants un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. En cas de retard de remboursement, des intérêts moratoires sont versés selon les modalités prévues à l'article 4 du présent CCP.

5.2. Avance

Si le groupement de conception/réalisation ne la refuse pas dans l'Acte d'engagement, une avance lui sera versée dans les conditions prévues ci-après, lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Elle n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le montant de l'avance est déterminé selon la formule suivante, 5% du montant initial TTC du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#) du code de la Commande Publique, le taux minimal de l'avance est porté à 30%.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.6 compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du lot.

La résorption de l'avance se fera en une fois lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 65 % du montant initial du marché.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si les conditions prévues par le MOA sont respectées, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur. Le remboursement de cette avance s'effectue selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6 – PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

6.1. Provenance des matériaux et produits

La provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au groupement de Conception/Réalisation ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.G. est établie lors de la phase 1 de conception pour l'ensemble de l'opération.

Le titulaire est tenu de mettre à disposition du maître d'ouvrage les documents assurant la traçabilité de tous les produits, matériaux et composants de construction utilisés préalablement à leur mise en œuvre. Il ne pourra modifier la provenance des matériaux qu'après accord écrit du maître d'ouvrage.

L'Acte d'Engagement et ses annexes indiquent clairement ce qui doit être respectivement dû à l'opérateur mandataire, à ses cotraitants et aux sous-traitants.

6.2. Mise à disposition de lieux d'emprunt

Aucun lieu d'extraction ne sera mis à la disposition du groupement de conception/réalisation.

6.3. Caractéristiques, qualité, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'ouvrage et le titulaire du marché sur les dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par un laboratoire ou un organisme de contrôle proposé par le maître d'ouvrage ou son représentant.

Le Programme précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières du titulaire, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'ouvrage et le titulaire du marché sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance seront assurées dans les mêmes conditions que ci-dessus.

Le maître d'ouvrage ou son représentant peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le groupement et rémunérés sur justificatifs ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître de l'ouvrage.

6.3.1. Vérifications sur chantier

Le dossier technique du titulaire définit les compléments et dérogations éventuels à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des éléments de l'installation, matériel de base, appareils, matériaux et produits.

Il définit également les modalités de vérification, essais et épreuves de ces caractéristiques et qualités, sur le chantier.

Ces vérifications, essais et épreuves, sont effectuées sous le contrôle du maître d'ouvrage et du bureau de contrôle par le personnel du Concepteur/Réalisateur, de ses sous-traitants ou de ses fournisseurs disposant des appareils de mesure nécessaires, aux frais du Concepteur/Réalisateur, la rémunération de ces prestations étant incluse dans le prix du Marché.

Toutefois, ces vérifications peuvent être exécutées par un laboratoire ou un organisme de contrôle, au choix du maître d'ouvrage, à la charge du Concepteur/Réalisateur.

Le dossier technique du titulaire précise également quels matériaux et éléments de l'installation, matériel de base, appareils, font l'objet de vérifications ou de surveillance de fabrication dans les usines, magasins du Concepteur/Réalisateur, de ses sous-traitants éventuels ou de ses fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications sont assurées sous le contrôle du maître d'ouvrage par le personnel du constructeur ou fabricant, aux frais du concepteur-réalisateur, la rémunération de ces prestations étant incluse dans le prix global forfaitaire du marché.

Toutes ces vérifications peuvent être exécutées par un laboratoire ou un organisme de contrôle, au choix du maître d'ouvrage, à la charge du Concepteur/Réalisateur.

6.3.2. Essais et vérifications complémentaires

Le maître d'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le Marché :

- S'ils sont effectués par le Concepteur/Réalisateur, ils sont rémunérés ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître de l'ouvrage, à moins qu'il ne s'agisse de contrôles nécessités par des ouvrages réalisés par le Concepteur/Réalisateur, et présentant des anomalies.

6.3.3. Préchauffage

Lorsque le préchauffage des locaux s'avère nécessaire pour la mise en œuvre des ouvrages et/ou pour le respect des conditions de travail, tous les frais de location éventuelle, maintenance et consommation sont à la charge du titulaire et inclus dans le montant global de son marché.

Au cas où les installations de chauffage du futur établissement seraient en mesure d'être mise en service, le titulaire pourra les utiliser pour le préchauffage, sous réserve d'en obtenir l'accord écrit du maître d'ouvrage.

Dans ce cas, les frais d'entretien, de consommation, de maintenance et de remise en état après utilisation sont la charge du titulaire et inclus dans le montant global du marché. Cette mise en fonctionnement préalable à la réception officielle ne diminuera en aucune manière la durée de garantie de l'installation dont la date de départ restera la date de réception officielle par le maître d'ouvrage.

6.3.4. Echantillons

Le titulaire devra présenter un échantillonnage complet des matériels, matériaux et fournitures qu'il utilisera pour réaliser l'ouvrage, conformément au planning décisionnel présenté par l'OPC.

La composante maîtrise d'œuvre du groupement de Conception/Réalisation tiendra un tableau de suivi des échantillons présentant :

- La marque ;
- Le modèle ;
- Le classement en lien avec le programme (UPEC...) ;
- La date de présentation par le groupement de Conception/Réalisation ;
- La date de validation par le maître d'ouvrage.

A la suite de cette présentation, le maître d'ouvrage fixe son choix. S'il estime qu'il n'y a pas similitude (ou équivalence) de qualité et de norme entre les produits présentés et ceux prévus au dossier marché, le titulaire est tenu de fournir ces derniers.

Les produits retenus sont entreposés dans un local aménagé à proximité de la base-vie du chantier et n'en sont retirés qu'après la réception des travaux, ou le cas échéant, après la levée des réserves notifiée lors de la réception.

Après choix et confirmation, les appareils devront être livrés sur le chantier dans leurs emballages d'origine et munis de leurs étiquettes d'origine.

Indépendamment de leur conformité avec les spécifications des documents d'exécution, les matériaux et fournitures employés seront toujours neufs, d'un type normalisé, de première qualité et mis en œuvre avec le meilleur fini, suivant les règles de l'Art et de la bonne construction.

En l'absence de normalisation, les fournitures devront être de fabrication courante, suivie et de bonne qualité. Les appareils devront avoir une estampille ou un certificat de qualité, délivré par un Organisme Officiel, chaque fois qu'une telle qualification existe.

Les appareils devront être garantis par leur constructeur pour l'utilisation envisagée et devront être agréés par les Services Publics ou par les Sociétés Concessionnaires, lorsque ces organismes ont un droit de contrôle sur les installations du maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire analyser par un laboratoire officiel, aux frais du titulaire, tout appareil, matériel ou matériau qui paraîtrait suspect ou qui ne serait pas conforme à la spécification du DPGF ou du Devis Quantitatif.

Tout matériel commandé avant l'acceptation des échantillons par le maître d'ouvrage pourra être refusé.

6.3.5. Commandes de matériels – matériaux - fournitures

Les commandes de matériels, matériaux, fournitures devront être conclues dès l'acceptation des échantillons par le Maître d'Ouvrage.

Elles tiendront compte des impératifs dus au planning des travaux. En particulier, elles ne devront pas permettre la rupture des stocks sur le chantier pendant les mois d'été, les fournisseurs devront être tenus d'approvisionner avant la période des vacances.

Sur simple demande, le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage les attestations de ses fournisseurs garantissant l'exécution stricte des commandes.

Si le dossier marché impose au titulaire de s'approvisionner en certains matériaux, éléments ou ensembles auprès de certains fournisseurs désignés par lui et à des prix convenus d'avance, le titulaire n'en devra pas moins s'assurer que ces matériaux, éléments ou ensembles répondent aux conditions de qualité prescrites.

ARTICLE 7 – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

La coordination des travaux, comprenant l'ordonnancement et le pilotage des travaux, sera assurée par le mandataire du groupement ou confiée par le mandataire à un cabinet spécialisé.

7.1. Période de préparation – programme d'exécution des travaux – ordres de service

Il est fixé une période de préparation de 30 jours calendaires qui débute avec le délai d'exécution des travaux.

Le groupement de conception/réalisation devra dresser un planning détaillé d'exécution en concertation avec le Maître d'ouvrage, assorti du projet des installations de chantier et du plan de sécurité et d'hygiène, et le soumettra au visa du Maître d'ouvrage.

7.2. Panneau de chantier

En dehors des panneaux réglementaires, le titulaire doit réaliser un panneau de communication commercial de dimensions 3m x 3m.

Il sera mis au point avec la maîtrise d'ouvrage en phase PRO.

Ce panneau sera mis en place sous 2 semaines après délivrance de l'Ordre de Service Travaux.

7.3. Plans d'exécution – notes de calculs – études de détail

Le groupement de conception/réalisation est chargé de l'établissement des études d'exécution des ouvrages, ces documents seront visés par la maîtrise d'œuvre du groupement et soumis au visa du contrôle technique, s'il y a lieu, avant tout début d'exécution.

7.4. Mesures d'ordre sociales – application de la réglementation du travail

Le groupement de conception/réalisation est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.341-30 du Code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le groupement de conception/réalisation doit remettre au maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalités étrangères et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers :

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le groupement de conception/réalisation est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le groupement de conception/réalisation entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2143-3 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3 du présent CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier sera celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

7.5. Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

7.5.1. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le groupement de conception/réalisation sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

7.5.2. Emplacement des installations

Les emplacements nécessaires seront mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Ces installations seront conformes au Plan Général de Coordination (PGC) et au Plan d'Installation de Chantier (PIC) validé par le CSPS et la maîtrise d'ouvrage pendant les phases études.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le Maître d'ouvrage se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par le groupement de conception/réalisation.

7.5.3. Laboratoire et bureau de chantier

Le titulaire aura la charge d'installer :

- une salle de réunion avec téléphone et connexion internet pour le groupement de conception/réalisation et le coordonnateur sécurité santé ; cette construction devant être meublée, éclairée et chauffée.

7.5.4. Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale

Des dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale peuvent être réalisés exclusivement dans le périmètre de la zone de chantier sans gêner les accès nécessaires au bon fonctionnement des bâtiments en exploitation.

7.5.5. Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L 4211-1 et 2, L 4531-1 à 3 et L 4532-1 à 18 et R 4532-1 à 4533-7 du code du travail.

Voir PGC.

A) Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

B) Le Plan de sécurité et de santé

Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le chantier est soumis à un plan particulier de sécurité et de protection de la santé

Le Plan particulier de sécurité et de santé devra être transmis par les entreprises au coordonnateur dans les conditions prévues aux articles R 4532-56 à 76 du code du travail dans un délai de 30 jours après la notification du marché.

Le Plan particulier prend en compte les obligations du Plan général et précise notamment :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

Le Plan général et particulier de Sécurité et de Santé est tenu à jour par l'entrepreneur qui en signale les modifications au coordonnateur. Il est tenu constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour. Il est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de 5 ans à compter de la réception.

Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient aux entreprises titulaires de les répercuter.

7.5.6. Locaux témoins

Des ouvrages témoins présentant les complexités les plus importantes seront réalisés afin de permettre une première vision des prestations prévues et d'évaluer les défauts techniques et architecturaux auxquels il serait nécessaire de remédier. Il sera réalisé un appartement témoin.

7.5.7. Heures de travail

Le groupement de conception/réalisation garde responsabilité de l'obtention selon le code du travail des autorisations administratives nécessaires, selon la durée ou la période de travail de ses équipes de personnel.

Les horaires de travail du titulaire s'établiront normalement sur le créneau du lundi au vendredi de 07h00 à 18h00.

Lorsque le titulaire souhaiterait, exceptionnellement, varier les horaires, il lui appartient d'établir une demande de dérogation soumise entre autre au Maître d'ouvrage et à la direction de l'établissement.

7.5.8. Rendez-vous de chantier

Un rendez-vous de chantier aura lieu à jour fixe une fois par semaine.

Le groupement de conception/réalisation assure l'organisation et la direction des réunions de chantier hebdomadaire, la rédaction et la diffusion des comptes rendus de ces réunions, ainsi que l'information du maître de l'ouvrage sur l'état des travaux et des dépenses correspondantes ainsi que des évolutions prévisibles en ces domaines.

La direction de la réunion de chantier est assurée par le représentant de la composante de maîtrise d'œuvre.

Les comptes rendus rédigés par la direction des travaux devront être diffusés au plus tard le lendemain de la réunion de chantier. Lorsque ceux-ci ne font pas l'objet d'observations écrites dans les 5 jours ouvrés qui suivent la réunion relatée, ils seront considérés comme approuvés.

Le Maître d'ouvrage, son représentant et ses assistants sont invités à chacune de ces réunions. Le CSPS et le CT assisteront aux réunions de chantier s'ils le jugent utile ou s'ils y sont invités par le Maître d'ouvrage.

Le groupement de conception/réalisation est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par la maîtrise d'ouvrage, ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'opérateur et donner sur-le-champ des ordres nécessaires sur le chantier.

La présence des opérateurs étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, leur absence ou leur remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne leur responsabilité sans que mention du fait soit portée sur le journal de chantier visé ci-après.

Pour toute réunion supplémentaire jugée nécessaire par la maîtrise d'ouvrage, le titulaire et les différents membres du groupement de conception/réalisation convoqués seront tenus de s'y présenter.

Le retard ou l'absence non justifiée du titulaire à une réunion de chantier sera sanctionnée d'une pénalité. (cf. § 4.5 du présent CCP). Cette amende sera déduite de l'acompte mensuel suivant.

7.5.9. Réunion maîtrise d'ouvrage - groupement

Une réunion entre la maîtrise d'ouvrage et le groupement de conception/réalisation aura lieu à jour fixe une fois par mois.

Le représentant apte à engager le groupement de conception/réalisation et un représentant de la maîtrise d'œuvre sont invités à chacune de ces réunions.

Le CSPS et le CT assisteront aux réunions s'ils le jugent utile ou s'ils y sont invités par le Maître d'ouvrage.

Pour toute réunion supplémentaire jugée nécessaire par la maîtrise d'ouvrage, le titulaire et les différents membres du groupement de conception/réalisation convoqués seront tenus de s'y présenter.

7.5.10. Journal de chantier

Il sera tenu obligatoirement sur le chantier un journal de chantier sur lequel le représentant du pouvoir adjudicateur et le CSPS inscrivent toutes observations nécessaires à la bonne réalisation des travaux. Les opérateurs sont tenus, à chaque rendez-vous de chantier, de prendre connaissance des observations portées sur ledit journal et de le viser avant la fin du rendez-vous de chantier.

Dans le cas où un opérateur contesterait certaines décisions, il devra, sous peine de forclusion, présenter ses observations dans un délai maximum de 2 jours par lettre recommandée adressée au représentant du pouvoir adjudicateur.

Les observations portées sur le journal de chantier par le représentant du pouvoir adjudicateur ou par le CSPS, valent ordre pour l'opérateur intéressé. Toute suite devra y être donnée à la diligence du chef de chantier, à l'exclusion des ordres engageant des dépenses supplémentaires (sauf périls) qui devront obligatoirement faire l'objet d'un devis soumis à l'accord du représentant du pouvoir adjudicateur pour établissement de l'ordre de service correspondant.

Le procès-verbal des rendez-vous de chantier sera rédigé par le Coordonnateur SPS et diffusé à toutes les parties concernées.

7.5.11. Visite de chantier

Elles ont lieu à l'initiative du groupement de conception/réalisation, du maître d'ouvrage ou de son représentant et précèdent généralement les réunions de chantier. Il est précisé que seront organisées au minimum par le groupement à

la demande du représentant du maître d'ouvrage les visites des avancements faisant l'objet d'Opérations Préalables à la Réception selon la fréquence précisée ci-dessous :

- 14 semaines avant la date prévisionnelle des OPR ;
- 4 semaines avant la date prévisionnelle des OPR ;
- 1 semaine avant la date prévisionnelle des OPR ;

Ces visites feront l'objet d'un compte rendu rédigé par le représentant de la composante maîtrise d'œuvre du groupement de conception/réalisation qui détaillera au minimum l'avancement des travaux, les prestations restant à réaliser ainsi que le planning de leurs réalisations.

ARTICLE 8 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX – GARANTIES ET ASSURANCES

8.1. Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrage sont prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché.

Les premiers essais, définis par le Maître d'ouvrage ou son représentant seront à la charge du Maître d'ouvrage. Tous les suivants, qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants seront à la charge du titulaire ; le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront définis le Maître d'ouvrage.

8.2. Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté.

La date de réception est unique pour chaque tranche.

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- Les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages ;
- Les épreuves, ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année ;
- Sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions financières en fonction des résultats obtenus.

8.2.1. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Il pourra être prononcé des réceptions partielles des différents bâtiments définis dans le programme travaux conformément au planning d'exécution qui sera établi par le groupement de conception/réalisation et validé par le maître d'ouvrage à l'issue de la phase Projet.

8.2.2. Réception avec réserves

Lorsque la réception est assortie de réserves, le groupement de conception/réalisation doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai maximal de 60 jours.

Dans le cas où les travaux ne seraient pas exécutés dans le délai prescrit, Le représentant du pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du groupement de conception/réalisation sans mise en demeure préalable, par simple envoi d'un courrier recommandé.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que ces imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, Le représentant du pouvoir adjudicateur peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au groupement de conception/réalisation une réfaction de prix. Si le groupement de conception/réalisation l'accepte, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le groupement de conception/réalisation demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Les remises en état complémentaires nécessaires constatées après la réception du chantier, sont à la charge exclusive du titulaire. Elles devront être faites dans un délai d'un mois à compter de sa constatation par le maître d'ouvrage.

8.2.3. Remise des équipements en fin de marché

Au terme du marché, les installations, mobiliers et équipements doivent être livrés en bon état de propreté, d'entretien et de fonctionnement.

Les performances des installations, mobiliers et équipements doivent être celles qui sont fixés au dossier marché. La documentation technique doit être à jour.

Dans le cas où le nettoyage n'est pas satisfaisant à la remise des clés, la maîtrise d'ouvrage pourra faire passer une entreprise spécialisée aux frais du groupement de Conception/Réalisation déduite du Décompte Général Définitif (DGD).

8.2.4. Dommages au tiers

La réception des travaux ne fait pas obstacle à ce que le groupement de conception/réalisation puisse être appelé en garantie par le maître de l'ouvrage ou voir sa responsabilité engagée pour des dommages causés aux tiers à l'occasion des travaux réalisés en exécution du marché.

8.3. Documents fournis après exécution

La liste des documents à fournir après exécution, et dans les délais prévus à l'article 4.4 ci-dessus, est décrite en annexe du présent CCP.

8.4. Délais de garantie

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

8.5. Garanties particulières

Le fabricant et/ou fournisseur et le titulaire (applicateur agréé) sont tenus à une garantie solidaire.

Ces garanties engagent le titulaire pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'ouvrage toutes les réparations, réfections ou remplacements nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou d'une mauvaise exécution des travaux.

8.5.1. Garantie particulière des matériaux de type nouveau

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage le titulaire dans le cas où pendant le délai fixé la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par le maître d'ouvrage.

Il devra être titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques.

8.5.2. Garantie de parfait achèvement

Conformément aux dispositions de l'article 1792-6 du Code civil et de l'article 41 du CCAG-Travaux (version 2021), le titulaire est tenu d'une garantie de parfait achèvement pendant un délai d'un (1) an à compter de la date de réception des travaux.

Cette garantie s'étend à l'ensemble des désordres ou malfaçons signalés soit dans le procès-verbal de réception, soit par notification écrite du maître d'ouvrage pendant le délai d'un an suivant la réception.

Les travaux de reprise nécessaires sont exécutés aux frais et risques du titulaire, dans les conditions fixées par ordre de service du maître d'ouvrage.

Le délai d'exécution des travaux de reprise est fixé par cet ordre de service ; à défaut, le maître d'ouvrage peut y faire procéder d'office et aux frais du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

Pour chacune des tranches, une retenue de garantie égale à 3 % du montant initial du marché augmenté des avenants éventuels est opérée sur chaque acompte. Cette retenue a pour objet de garantir l'exécution des obligations résultant de la garantie de parfait achèvement. Elle sera libérée à l'expiration du délai d'un an, sous réserve que toutes les réserves émises lors de la réception de la tranche considérée aient été levées et qu'aucune réclamation relative à la garantie de parfait achèvement ne soit en cours.

8.5.3. Garantie particulière de fonctionnement d'installations de haute technicité

Le titulaire garantit pendant une durée de 2 (deux) ans le maître d'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des installations ou éléments d'installations désignés ci-après :

- Toutes les installations, équipements et systèmes courants forts ;
- Toutes les installations, équipements et systèmes courants faibles ;
- Toutes les installations, équipements et systèmes de chauffage, plomberie, climatisation et rafraîchissement.

Cette garantie engage le titulaire pendant le délai fixé à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage toutes les réparations, mises au point qui s'avéreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai fixé par le maître d'ouvrage à compter de sa demande, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, à des conditions d'exécution ou à une erreur de conception des ouvrages.

Le groupement de conception/réalisation sera dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

8.6. Assurances

Le titulaire justifie des garanties et assurances exigées par les articles L 241-1 à L243-9 du Code des assurances, applicables aux marchés publics de travaux et de conception-réalisation.

8.6.1. Assurance de responsabilité

8.6.1.1. Assurance de responsabilité civile

Chaque membre du groupement de conception/réalisation titulaire du marché DOIT justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie :

- Au moment de la consultation ;
- Puis à de la signature du marché et pendant toute la durée d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année.
- Qu'il est titulaire d'une **assurance de responsabilité civile** contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses cotraitants, lorsqu'une clause de solidarité peut être mise en œuvre, et sous-traitants à raison des dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations, objet du présent marché.

Pour les membres du groupement autres que les entreprises :

Assurance de Responsabilité civile professionnelle :

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement qui ne pourront, en tout état de cause être inférieurs à : 3 M€ /sinistre et par an.

Pour les entreprises :

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus qui ne pourront, en tout état de cause, être inférieurs à :

RC en cours de travaux :

Gros-œuvre (montant de garantie par sinistre) :

- Dommages corporels ; matériels et immatériels consécutifs : 7,6 millions € ;
- Immatériels purs ou non consécutifs : 3 millions €.

Second-œuvre et lots techniques (montant de garantie par sinistre) :

- Dommages corporels ; matériels et immatériels consécutifs : 4,5 millions € ;
- Immatériels purs ou non consécutifs : 1,5 millions €.

RC après travaux :

L'entrepreneur doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant après les travaux, et pour un montant minimum de 3 millions € par année d'assurance.

Justificatif d'assurance :

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques.

La garantie devra être maintenue pendant toute la durée des travaux et chaque membre du groupement de conception-réalisation devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

8.6.1.2. Assurance de responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, chaque membre du groupement titulaire et s'il y a lieu leurs sous-traitants respectifs doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier entête de la compagnie (ou d'un agent général), l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-à 1792-6 et 2270 du Code Civil.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention du groupement de conception/réalisation.

Le mandataire général du groupement désigné à l'acte d'engagement fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses cotraitants (concepteurs et entreprises), ainsi que de celles des sous-traitants éventuels afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les membres du groupement de conception/réalisation seront également tenus contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code Civil.

8.6.2. Assurance des travaux

8.6.2.1. Assurance Tous Risques Chantier pour les ouvrages de bâtiment

Le maître d'ouvrage a prévu de souscrire une police d'assurance tous risques chantier.

8.6.2.2. Assurance Dommage – Ouvrage

Le maître d'ouvrage a prévu de souscrire une police dommages ouvrage.

Le mandataire du groupement de conception/réalisation désigné à l'acte d'engagement fournira au maître d'ouvrage les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue sur le groupement titulaire.

8.6.2.3. Contrat collectif de responsabilité décennale

Sans objet.

8.6.2.4. Dispositions diverses

Absence ou insuffisance de garantie du titulaire :

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le membre du groupement concerné ou à défaut sur le mandataire du sous-groupement d'entreprises et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues.

De même, toute surprime éventuelle mise à la charge du maître d'ouvrage pour absence ou insuffisance de garantie d'un des membres du groupement lui sera intégralement répercutée et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage :

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées au 9.6.2 ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renonce(nt) à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi, en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire, et s'il y a lieu de ses cotraitants, est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats

d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

Sinistres :

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

Le titulaire ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages-ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

8.7. Contrôle technique

Le titulaire devra communiquer au contrôleur technique tous les documents et éléments nécessaires à ce dernier pour qu'il puisse exécuter sa mission.

Le groupement de conception/réalisation étant chargé des plans d'exécution des ouvrages, il devra procéder à leur établissement et obtenir le visa du contrôleur technique avant tout commencement d'exécution.

Le paiement des honoraires de contrôle technique sera effectué directement par le maître d'ouvrage sans aucune retenue au titulaire.

La composante maîtrise d'œuvre du groupement de conception/réalisation tiendra à jour un tableau de suivi des visas et avis mis à jour à chaque réunion de chantier.

ARTICLE 9 – RESILIATION

Les dispositions des résiliations et suspension de prestations prévues au CCAG MOE (articles 25 à 34) et au CCAG Travaux (articles 49 à 54) sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante :

« En cas de non respect par l'un ou l'autre des cotraitants du groupement de conception/réalisation, des obligations visées à l'article 5 de l'acte d'engagement relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222-4 et 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-3 et R2143-4 du Code de la commande publique et à l'article D 8254-2 à 5 du code du travail fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, par dérogation à l'article 49 du CCAG Travaux, résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

En cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang, présentée par le sous-traitant de rang 1, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 49 du CCAG Travaux, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. »

9.1. Résiliation pendant la phase 1 études

9.1.1. Arrêt de l'exécution des prestations

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases suivantes :

- Avant-Projet Sommaire ;
- Avant-Projet Définitif ;
- Etude de Projet.

En cas d'abandon du projet, le montant des sommes dues au groupement de Conception/Réalisation sera fonction des prestations réellement exécutées, tout moyen de preuve étant alors à fournir par le mandataire du groupement de Conception/Réalisation pour faire valoir ses droits auprès du maître d'ouvrage. En tout état de cause, les sommes déjà versés resteront la propriété du groupement de Conception/Réalisation, et le total des sommes payées ne pourra excéder le montant prévu à l'acte d'engagement.

L'indemnité en cas de résiliation par le Maître d'ouvrage sans faute du groupement de conception/réalisation s'élève à :

- 5% du montant des prestations dues au titre de la Tranche Ferme, tel que figurant à l'Acte d'Engagement, déduction faite des prestations exécutées à la date de la décision de résiliation.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

9.1.2. Résiliation aux torts du titulaire (groupement de conception/réalisation)

Le Maître d'Ouvrage pourra résilier, aux torts du titulaire, après une mise en demeure fixant un délai de 15 jours calendaires restée infructueuse :

- Lorsque l'utilisation des études est compromise en raison du retard pris par le titulaire dans la remise des prestations ;
- Si le titulaire refuse d'exécuter les obligations auxquelles il a souscrit sans être en mesure de justifier ce refus par des motifs valables ;
- Dans le cas où le remplacement de la personne physique compétente désignée dans le marché pour suivre les études serait refusé par le maître d'ouvrage.

Les cas de résiliation cités ci-dessus pourront faire l'objet d'une décision de résiliation aux frais et risques du titulaire dans les conditions citées suivantes :

- A la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire ;
- S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes ;
- Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur ;
- L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

9.1.3. Autres cas de résiliation

Le maître d'ouvrage pourra résilier, aux torts du titulaire dans le cas où, le marché étant conclu avec un groupe de personnes physiques ou morales, un groupe de plusieurs personnes physiques, un groupe de plusieurs personnes morales, il y aurait défaillance d'une ou de plusieurs personnes physiques ou morales, quelle qu'en soit la raison, et si les cotraitants s'avéraient incapables de poursuivre l'exécution des clauses du marché, dans les conditions satisfaisantes.

En complément aux dispositions de l'article 50 du CCAG Travaux, le marché peut être résilié, au gré du maître d'ouvrage, de plein droit, après mise en demeure préalable fixant un délai de 8 jours, et sans que l'entrepreneur, les ayants droit, le tuteur, le curateur, l'administrateur ou le liquidateur puissent prétendre à une indemnité quelconque, dans le cas où le titulaire ne procéderait pas au remplacement de(s) personne(s) physique(s) dans le délai imparti ou en l'absence d'affectation d'une ou plusieurs nouvelles personnes physiques remplissant les conditions requises.

Le Maître d'Ouvrage se réserve librement la possibilité de ne prononcer qu'une résiliation partielle du Marché concernant seulement l'un des membres du Groupement de Conception/Réalisation, s'il est en mesure d'identifier l'auteur de la défaillance à l'origine de sa décision de résiliation et s'il estime que l'exécution du Marché peut être poursuivie.

9.1.4. Résiliation sans mise en demeure préalable

Lorsque, postérieurement à la conclusion du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale.

9.2. Résiliation pendant la phase 2 Réalisation

9.2.1. Résiliation pour événements extérieurs au marché

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, le maître d'ouvrage peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire, compromettant la bonne exécution du marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

9.2.2. Autres cas de résiliation du marché

Le marché peut être résilié, au gré du maître d'ouvrage, de plein droit, après mise en demeure préalable fixant un délai de 15 jours, et sans que l'entrepreneur, les ayants droit, le tuteur, le curateur, l'administrateur ou le liquidateur puissent prétendre à une indemnité quelconque, dans les cas suivants :

- En cas d'événement ne provenant pas d'un fait de l'entrepreneur qui rend absolument impossible l'exécution du marché, si l'entrepreneur le demande ;
- En cas d'abandon de chantier, si les travaux sont interrompus plus de 15 jours ;
- En cas de fraude ou tromperie grave dûment constatée sur la qualité d'exécution des travaux ;
- En cas d'application de non-respect des dispositions des articles L 8221-3 à 8221-5 du code du travail relatifs au travail dissimulé.

9.3. Décompte de résiliation

Le décompte de résiliation sera établi par le maître d'ouvrage en lieu et place du maître d'œuvre.

9.4. Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

En cas de résiliation du marché, pour faute du titulaire complétée par le présent article, le Maître d'Ouvrage peut, à compter de la décision de résiliation, passer, aux frais et risques du titulaire, un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non encore réceptionnées.

Lorsque l'objet du marché exécuté aux frais et risques du titulaire défaillant implique la mise en œuvre de brevets :

- Si ces brevets sont la propriété du titulaire, celui-ci est tenu d'en accepter la mise en œuvre, limitée à l'objet du marché, par le nouveau titulaire, à charge pour ce dernier de réserver au titulaire défaillant une licence gratuite, transférable, non exclusive, des brevets de perfectionnement qu'il déposerait éventuellement en France et à l'étranger ;
- Si le titulaire défaillant n'est que licencié d'un tiers il est tenu d'accorder au nouveau titulaire une sous-licence limitée à l'objet du marché, dans la mesure où son contrat de licence l'y autorise. Dans le cas contraire, le titulaire défaillant doit s'efforcer d'obtenir la modification du contrat de licence. S'il apporte la preuve d'une impossibilité, le pouvoir adjudicateur peut accepter que lui soit sous-traitée une partie de la fourniture couverte par ce brevet ou que lui soit passé un marché direct.

Sauf dans le cas prévu à l'alinéa précédent le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part à l'exécution des marchés passés à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, qui résulterait de l'exécution des prestations aux frais et risques du groupement de conception/réalisation est à sa charge ; la diminution de dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 10 – PROCEDURE CONTENTIEUSE – ARBITRAGES

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

En cas d'échec de règlement du litige relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge administratif.

ARTICLE 11 – DEROGATIONS

L'article 4.5.1 du présent CCP déroge à l'article 19.2 du CCAG Travaux.

L'article 4.5.2 du présent CCP déroge à l'article 19.2 du CCAG Travaux.

L'article 9 du présent CCP déroge à l'article 49 du CCAG Travaux.